

# CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'HISTOIRE DE LA BCEAO ET DE L'UMOA



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'activité d'émission monétaire en Afrique occidentale francophone a une histoire vieille de près de 160 ans. Son origine remonte à la Banque du Sénégal, créée par décret du 21 décembre 1853, signé par Louis Napoléon Bonaparte. Elle a par la suite été assurée par divers établissements dont la Banque de l'Afrique Occidentale (de 1901 à 1955), l'Institut d'Emission de l'Afrique Occidentale Française et du Togo (de 1955 à 1959) et, enfin, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (à partir de 1959). Après l'accession des Etats ouest africains à l'indépendance, en 1960, et surtout à la suite de la signature du traité du 12 mai 1962 instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), la BCEAO est devenue un établissement public international, géré par un Conseil d'Administration composé de représentants des Etats membres de l'Union et de la République Française. L'africanisation des cadres au sein de l'Institution est réalisée à partir de 1974. A cet égard, la nomination, le 15 décembre de la même année, de Monsieur Abdoulaye FADIGA, ressortissant d'un des Etats membres de l'UMOA, au poste nouvellement créé de Gouverneur de la BCEAO, a constitué un tournant dans l'histoire de cette institution.

La BCEAO, ayant hérité d'une vieille tradition d'activités d'émission et de banque centrale, apparaît aujourd'hui comme l'un des maillons essentiels de l'Union économique et monétaire composée par huit Etats de l'Afrique de l'Ouest.

La présente chronologie est un récapitulatif des principaux événements qui ont marqué l'histoire de la Banque. L'objectif visé est de placer la vie de l'Institut d'émission dans l'environnement économique et politique interne et externe de l'Union, afin de faire apparaître la trame de l'histoire de la BCEAO. A ce titre, ce document pourra servir autant comme support pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Institution que d'aide-mémoire aux agents de la Banque Centrale désireux de recueillir des informations utiles à l'exécution de certaines diligences nécessitant un rappel historique. Le lecteur pourra à cet égard suivre l'évolution d'un fait ou d'un événement particulier, en tenant compte de la chronologie figurant dans une seule colonne, ou en opérant des recoupements à travers les informations consignées dans plusieurs colonnes.

Cette chronologie est présentée sous la forme d'un tableau composé de quatre rubriques :

- Emission et autres activités monétaires et bancaires ;
- Vie de la BCEAO ;
- Etats membres de l'UMOA ;
- Afrique et monde.

La première rubrique, **Emission et autres activités monétaires et bancaires**, permet de suivre le cheminement de l'histoire monétaire dans l'Union, depuis l'introduction du franc dans les colonies françaises d'Afrique occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle.

La deuxième rubrique, **Vie de la BCEAO**, retrace autant l'histoire de l'entreprise qui hérite d'un long passé colonial que celle de l'institution publique internationale qui démarre à partir de la signature du Traité de l'UMOA en 1962.

La troisième rubrique, ***Etats membres de l'UMOA***, vise à mettre en évidence les corrélations et interactions entre la vie de la Banque et les événements importants survenus dans les anciennes colonies d'AOF et les Etats membres de l'actuelle Union monétaire.

Enfin, la quatrième rubrique, ***Afrique et monde***, tend également à faire ressortir d'autres corrélations, non plus internes à l'Union, mais d'ordre international cette fois. Dans cette perspective, sont surtout retenus les événements survenus en Afrique et sur la scène internationale qui ont eu une répercussion directe ou indirecte sur la vie des Etats membres de l'Union et, partant, sur l'activité de la Banque Centrale.

De ce point de vue, l'agencement des rubriques a pour objectif la reconstitution des relations de la Banque avec son environnement global, ainsi que les mutations qui s'en sont suivies pour elle. Aussi, la trame historique qui se profile pourra-t-elle permettre de saisir le rôle de la BCEAO dans les changements économiques intervenus dans la Zone UMOA dont elle est par ailleurs le reflet.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1659			Première installation durable des Français en Afrique de l'Ouest (à Saint-Louis et à Gorée au Sénégal, ainsi qu'à Ouidah dans l'actuelle République du Bénin).	
1794				<b>4 février</b> – Première abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.
1795				<b>7 avril</b> – Le franc devient l'unité monétaire officielle de la République française.
1800				<b>18 janvier</b> – Création de la Banque de France.
1802				<b>20 mai</b> – Le Premier Consul, Napoléon BONAPARTE, proclame loi de la République française le décret rétablissant l'esclavage dans les colonies françaises. Poursuivant dans la même logique, il exclut de l'armée les officiers «de couleur» (29 mai 1802), interdit le territoire métropolitain aux «noirs et gens de couleur» (2 juillet 1802) ainsi que les mariages mixtes (8 janvier 1803).
1807				Abolition de l'esclavage par la Grande Bretagne.
1814				<b>30 mai</b> – Traité de Paris, au terme duquel, l'Angleterre restitue à la France toutes les colonies qu'elle possédait sur la côte ouest-africaine avant 1792.
1820	Introduction au Sénégal de l'écu (pièce de 5 F en argent) sous les effigies successives de Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, puis de la II <sup>e</sup> République, de Napoléon III et de la III <sup>e</sup> République.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1825	<b>17 août</b> – Ordonnance relative à la frappe par la Monnaie de Paris de pièces divisionnaires de 5 et 10 centimes en bronze spécialement pour le Sénégal.			
1826	<b>15 juin</b> – Règlement sur les poids et mesures du Commandant Administrateur du Sénégal et dépendances, stipulant que les énonciations en monnaie légale de France sont les seules admises dans les actes administratifs, judiciaires ou commerciaux.			
	<b>16 août</b> – Arrêté donnant cours légal aux pièces de 5 et 10 centimes au Sénégal.			
	<b>7 décembre</b> – Interdiction des monnaies autres que le franc dans la colonie du Sénégal.			
1840	A partir de cette année, les pièces coloniales spéciales ne sont plus émises. Elles sont remplacées par les pièces métropolitaines émises par le Trésor français.		<b>7 septembre</b> – Ordonnance fixant l'organisation de la colonie du Sénégal et déterminant les attributions du Gouverneur.	
1848	<b>27 avril</b> – Décret prévoyant la création des caisses d'épargne dans les colonies.			<b>27 avril</b> – Nouvelle abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. De nombreux propriétaires d'esclaves sont ruinés, tant dans les Caraïbes que dans les possessions françaises d'Afrique.
1849				<b>30 avril</b> – Loi portant indemnisation des colons par suite de l'abolition de l'esclavage.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1849				<b>24 novembre</b> – Décret portant répartition de l'indemnité coloniale (indemnité accordée aux colons par la loi du 30 avril 1849 suite à l'affranchissement des esclaves dans les colonies françaises). Ce décret stipule que le prélèvement du huitième de la rente de 6 millions de francs, constituant la moitié de l'indemnité coloniale et destiné à l'établissement des banques, se ferait provisoirement et que la somme serait restituée aux intéressés si les banques n'étaient pas créées avant le 1 <sup>er</sup> octobre 1852 ou si le Gouvernement renonçait avant cette date à leur création.
1850				La France met en place une commission formée de parlementaires, de commerçants et de fonctionnaires pour « faire l'inventaire des ressources en Afrique tropicale ». Cette commission préconise la conservation des comptoirs français de la côte.
1851	<b>11 juillet</b> – Loi organique portant création des Banques coloniales. A cette loi sont annexés les statuts des banques de Martinique, de Guadeloupe et de la Réunion ainsi que les Actes additionnels relatifs à la Banque du Sénégal et à celle de la Guyane.			<b>2 décembre</b> – Coup d'Etat de Louis-Napoléon BONAPARTE en France.
	<b>22 décembre</b> – Décret portant organisation des banques coloniales.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1852	<b>17 novembre</b> – Décret complémentaire de la législation organique des banques coloniales et constitutif de l'Agence Centrale des Banques Coloniales.			
	<b>4 décembre</b> – Arrêté ministériel portant organisation de l'Agence Centrale des Banques Coloniales.			
1853	<b>21 décembre</b> – Le décret portant création de la Banque du Sénégal est signé par Louis Napoléon BONAPARTE. Son capital, fixé à 230.000 F est formé du prélèvement du 8 <sup>e</sup> , opéré sur l'indemnité accordée aux colons, par suite de l'abolition de l'esclavage, et des arrérages échus de l'inscription de rente représentative de ce prélèvement.			
1854	<b>5 août</b> – Décret portant nomination de Pierre REY, Directeur de la Banque du Sénégal.		FAIDHERBE est nommé Gouverneur du Sénégal. Il réalise la politique d'expansion coloniale de la France en Afrique de l'Ouest avec le soutien de la maison MAUREL.	
	<b>2 décembre</b> – Décret appropriant les statuts des banques coloniales à la Banque du Sénégal et à celle de la Guyane.			
1855	<b>4 août</b> – Début des activités de la Banque du Sénégal.			
	<b>17 août</b> – Adoption du Règlement intérieur de la Banque du Sénégal au cours du premier Conseil d'Administration.			
1857			Occupation de Dakar par les Français.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1865				<p><b>23 décembre</b> – Création de l'Union Monétaire Latine. La France, la Belgique, la Suisse et l'Italie (rejointes par la Grèce en 1868) signent une convention monétaire à l'initiative de Napoléon III. C'est la naissance de la première union monétaire de l'histoire. Les monnaies de référence de chaque pays de l'Union ont le même poids d'or fin tout en gardant leur nom (franc français, franc suisse, lire...) et leur symbole national. Ces monnaies et leurs subdivisions principales circulaient indifféremment dans tous les pays de la convention. L'Union fut officiellement dissoute le 31 décembre 1926.</p>
1867				<p><b>17 juin</b> – Ouverture de la conférence de Paris sur « <i>l'unification monétaire internationale</i> ». Les participants à cette conférence ont planché sur les voies et moyens d'élargir l'Union Monétaire créée deux ans plus tôt .</p>
1870				<p><b>19 juillet</b> – Début de la guerre franco-prussienne.</p>
1871				<p><b>18 mars</b> – Commune de Paris (suite à la défaite française dans la guerre contre la Prusse, une révolution ouvrière éclata à Paris et institua un Gouvernement révolutionnaire sous le nom de la Commune. Elle fut réprimée par Adolphe THIERS et la III<sup>e</sup> République fut instaurée).</p>



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1874	<b>24 juin</b> – Nouvelle loi organique portant prorogation du privilège d'émission des banques coloniales. La Banque du Sénégal voit son capital passer de 230.000 à 300.000 F. Aux billets de 500 F, 100 F et 25 F s'ajoute la coupure de 5 F.			
1876			Brière DE L'ISLE est nommé Gouverneur du Sénégal avec résidence à Saint-Louis.	
1884				<b>15 novembre</b> – Début de la Conférence de Berlin qui prendra fin le 26 février 1885.
1887			Fin de la conquête du Sénégal.	Création, à Paris, de l'Ecole coloniale, devenue, en 1934, l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer.
1891				<b>17 décembre</b> – Organisation de la Guinée française et dépendances.
1893			<b>10 mars</b> – Décret portant création de la colonie de Côte d'Ivoire.	
1894			Création de la colonie du Dahomey et dépendances.	<b>20 mars</b> – Projet de loi portant création du Ministère des colonies.
1895			<b>16 juin</b> – Décret portant mise en place du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française (AOF).	
1899			Création de la colonie du Niger.	
1901	<b>29 juin</b> – Décret portant création de la Banque de l'Afrique Occidentale (BAO). Le siège de la BAO est fixé à Paris (78, rue de Provence) et Henri NOUVION fut nommé premier Directeur du nouvel établissement. La même année, débutèrent les activités de la BAO à Dakar, tandis qu'une agence était créée à Conakry.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1901	<b>30 juin</b> – Présentation du bilan de clôture des activités de la Banque du Sénégal par le Conseil d'Administration.			
	<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Date d'ouverture du bilan des activités de la Banque de l'Afrique Occidentale. Le capital social de la BAO était de 1.500.000 F.			
	<b>26 septembre</b> – Première assemblée générale des actionnaires de la BAO.			
1904	Création de la Banque Française de l'Afrique (BFA). Banque d'affaires, succursale d'établissements métropolitains, elle n'avait pas une activité de collecte de dépôts.			
1907	<b>28 janvier</b> – Interdiction aux caisses publiques de recevoir les cauris comme moyen de paiement dans les colonies de l'AOF.			
1912	<b>30 décembre</b> – Décret organisant le régime financier des colonies et prescrivant l'intégration des trésors locaux au trésor public de la métropole.			
1914				<b>28 juillet</b> – Attentat de Sarajevo et début de la 1 <sup>ère</sup> guerre mondiale.
1917				<b>7 décembre</b> – Décret instituant le « code de l'indigénat » dans les colonies.
1919			<b>1<sup>er</sup> mars</b> – Constitution de la colonie de Haute-Volta.	<b>28 juin</b> – Signature du Traité de Versailles consacrant la fin officielle de la 1 <sup>ère</sup> guerre mondiale.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1920	<b>22 juillet</b> – Décret (suivi d'un arrêté le 16 mars 1922) instituant la caisse d'épargne et de prévoyance de l'AOF à Dakar, placée sous l'autorité du Directeur du service postal de l'AOF.			
	<b>31 décembre</b> – Création d'une agence de la BAO à Lomé .			
1921	<b>18 juin</b> – Décret portant prorogation du privilège d'émission octroyé en 1901 pour 20 ans à la BAO.			Programme décennal d'investissements économiques et sociaux dans les colonies (Programme Albert SARRAUT, du nom de son auteur, alors Ministre des colonies).
				<b>20 décembre</b> – Signature de la convention de compte d'opérations (la première du genre) entre la Banque d'Etat du Maroc et la France.
1922	<b>22 juin</b> – Décret prorogeant les privilèges d'émission de la BAO.			
	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Arrêté n° 2933 autorisant l'ouverture au public de la caisse d'épargne et de prévoyance de l'AOF.			
1923	<b>24 mai</b> – Décret prorogeant les privilèges de la BAO.			
1924	Création des agences de la Banque Commerciale Africaine (BCA) à Dakar, Kaolack et Cotonou. La BCA s'installera à Abidjan en 1925, à Bamako en 1926 et à Ziguinchor en 1928.			
	<b>24 mai</b> – Installation de l'agence de la BAO à Bamako.			
	<b>25 juin</b> – Décret prorogeant les privilèges de la BAO.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1924	<b>20 décembre</b> – Lettre du Ministre des colonies, M. Edouard DALADIER, au Président du Conseil d'Administration de la BAO, dans laquelle sont énoncés les grands principes qui doivent régir les rapports entre la puissance publique et la banque privilégiée.			
1925	<b>19 juin</b> – Décret prorogeant les privilèges de la BAO.			
	<b>9 décembre</b> – Décret prorogeant les privilèges de la BAO.			<b>22 décembre</b> – Décret portant création de la Banque de Madagascar.
1926	<b>23 mai</b> – Décret instituant les caisses de crédit agricole mutuel dans les colonies de l'AOF (l'arrêté du 25 février 1927 fixe les conditions d'application de ce décret).			
	<b>26 juin</b> – Décret portant prorogation des privilèges de la BAO.			
1927	Une agence de la BAO est installée à Kaolack (Sénégal).			
	<b>31 octobre</b> – Création du Bureau Central des chèques postaux à Dakar, par arrêté du Gouvernement Général.			
	<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – Début des activités du service des chèques postaux en AOF.			
1929	<b>29 janvier</b> – Promulgation de la loi portant renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique Occidentale (BAO).			<b>20 avril</b> – Signature à Genève de la convention internationale sur la répression du faux-monnayage.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1929	1 <sup>er</sup> octobre – Création à Cotonou d'une agence de la BAO.			24 octobre – Crise économique mondiale à la suite du krach boursier de Wall Street (« Jeudi noir »).
1930				20 janvier – Signature des accords de la Haye instituant la Banque des Règlements Internationaux. La BRI dont le siège est à Bâle a commencé son activité le 17 avril 1930, ce qui fait d'elle la plus ancienne institution financière internationale.
1931	26 janvier – Décret instituant les caisses de crédit en AOF.			
	<p>26 juin :</p> <p>Convention autorisant le Ministre des colonies à affecter 15 millions de francs à l'assainissement de la situation des banques dans les colonies françaises d'Afrique.</p> <p>– Convention signée entre l'Etat de la BAO relative au sauvetage des banques de dépôts et d'affaires. (A cette époque existaient déjà la Banque Française de l'Afrique, créée en 1904 ; la Banque Commerciale Africaine, créée en 1924 ; les caisses de crédit agricole mutuel, instituées en 1926).</p>			
1932	12 avril – Loi approuvant la convention du 26 juin 1931 entre l'Etat et la BAO.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1934				<b>Décembre</b> – Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer qui ébauche un plan du futur développement économique des colonies ainsi que de la structure des relations économiques entre la France et ses colonies. Cette conférence prendra fin en avril 1935.
1935	<b>1<sup>er</sup> mai</b> – Création d'une agence de la BAO à Abidjan.			
	<b>22 septembre</b> – Décret relatif à la répression du délit d'usure et à la fixation du taux de l'intérêt légal et du taux maximum de l'intérêt conventionnel dans les colonies françaises autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indochine.			
1937	<b>28 octobre</b> – Arrêté n° 3066 créant le Conseil d'Administration de la caisse d'épargne de l'AOF.			
1939	<b>28 août, 1<sup>er</sup> et 9 septembre</b> – Décrets instituant le contrôle des changes. Le marché des changes est fermé et remplacé par un Office des changes que gère la Banque de France. Le contrôle des changes est étendu à l'Outre-Mer.			<b>1<sup>er</sup> septembre</b> – Déclenchement de la deuxième guerre mondiale.
	<b>1<sup>er</sup> septembre</b> – Décret libérant la Banque de France de l'obligation de maintenir le rapport de 35% entre son encaisse et ses engagements à vue.			
	<b>10 novembre</b> – Ouverture de l'agence de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI) à Dakar. En 1940, cette banque ouvrira une agence à Saint-Louis.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1940	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Ouverture de l'agence de la BNCI à Abidjan. Une agence sera ouverte à Gagnoa (Côte d'Ivoire) en 1946.			
1941	<b>5 avril</b> – Ouverture de l'agence de la BNCI à Conakry, en Guinée. D'autres agences seront créées dans le même pays : à Kankan et à Kindia en 1946, ainsi qu'à Mamou en 1949.			
	<b>24 avril</b> – La Société Générale s'installe à Dakar.			
	<b>13 juin</b> – Ouverture de la BNCI à Bamako.			
	<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Création d'une agence de la Société Générale à Abidjan.			<b>14 août</b> – Signature de la Charte de l'Atlantique entre W. CHURCHILL et F. ROOSEVELT.
	<b>3 novembre</b> – Installation du Crédit Lyonnais à Dakar.			
	<b>2 décembre</b> – Création de la Caisse Centrale de la France Libre (CCFL).			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1942	<b>24 juillet</b> – Ordonnance accordant le privilège de l'émission à la CCFL en AEF et au Cameroun. Le privilège de la BAO s'est de facto trouvé restreint aux territoires de l'AOF et du Togo.			
	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Installation du Crédit Lyonnais à Abidjan.			
	<b>22 octobre</b> – Création à Cotonou d'une agence de la BNCI. Celle de Porto Novo date de 1944.			
1944				<b>30 janvier</b> – Début de la Conférence de Brazzaville qui prendra fin le 8 février. Dans le domaine économique, la conférence recommande la préparation d'un plan de production pour l'ensemble des colonies françaises. Sur le plan politique, elle recommande l'octroi de certaines libertés démocratiques aux colonies.
	<b>2 février</b> – La Caisse Centrale de la France Libre (CCFL) devient la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (CCFOM).			
	<b>2 juin</b> – Décret autorisant la CCFOM à exercer des activités dans le domaine des changes.			<b>22 juillet</b> – Signature des accords de Bretton Woods. Le 22 juillet 1944, 44 nations alliées négocièrent la création d'un nouveau système monétaire international fondé sur l'étalon de change-or.
	<b>6 août</b> – Création d'une agence de la BAO à Zinder (Niger).			



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1945				<b>25 avril</b> – Début de la Conférence de San Francisco au cours de laquelle la Charte de l'ONU fut signée le 26 juin. Elle entrera en vigueur le 26 octobre de la même année.
	<b>1<sup>er</sup> mai</b> – Création d'une agence de la BAO à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta).			<b>8 mai</b> – Fin de la seconde guerre mondiale.
				<b>22 août</b> – Ordonnance réorganisant la représentation des colonies à l'Assemblée Nationale française.
				<b>21 octobre</b> – Elections à la première Constituante. Le second tour aura lieu le 18 novembre de la même année.
	<b>24 octobre</b> – Décret autorisant la CCFOM à apporter son concours financier aux entreprises privées qui participent à l'exécution des plans d'équipement dans les colonies.			<b>2 décembre</b> – Nationalisation de la Banque de France.
				<b>22 décembre</b> – Décret portant suppression en AOF et en AEF des sanctions ordinaires de l'indigénat.
	<b>25 décembre</b> – Décret fixant une nouvelle parité entre le franc et les francs coloniaux (francs CFA et CFP). Selon cette parité 1 FCFA vaut 1,70 franc métropolitain et 1 FCFP, 2,40 francs métr. Ce décret entrera en vigueur le 26 décembre de la même année.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1945	<b>26 décembre</b> – Dévaluation du franc. La livre s'établit à 480 F et le dollar à 119,10 F. Le franc ne sera stabilisé qu'après 7 dévaluations successives en 13 ans.			
1946	<b>22 mars</b> – Création à Lomé de l'agence de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI).			
	<b>11 avril</b> – Dépôt par le Gouvernement français du projet de nationalisation des banques coloniales. Ce projet reposait sur le principe général de l'exercice des prérogatives en matière monétaire par la puissance publique. Il devait, en premier lieu, concerner l'Afrique Occidentale et Madagascar, mais le texte n'a pas été soumis à l'Assemblée Nationale.			<b>11 avril</b> – Loi HOUPHOUET-BOIGNY portant abolition du travail forcé dans les colonies françaises.
				<b>30 avril</b> – Loi portant création du Fonds d'Investissement et de Développement Economique et Social (FIDES) des territoires d'Outre-Mer.
				<b>7 mai</b> – Loi Lamine GUEYE accordant la citoyenneté française aux ressortissants des territoires d'Outre-Mer. Elle entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin de la même année.
				<b>2 juin</b> – Election à la nouvelle Assemblée Constituante française. La nouvelle constitution est adoptée le 13 octobre avant l'auto-dissolution de l'Assemblée.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1946				<b>30 juillet</b> – Ouverture des états généraux de la colonisation qui prendront fin le 24 août. Les colons manifestent leur hostilité à l'octroi de la citoyenneté à tous et au collège unique.
				<b>5 octobre</b> – Loi fixant l'organisation de la représentation à l'Assemblée Nationale. L'élection se fait désormais au collège unique dans les territoires de l'AOF.
				<b>13 octobre</b> – Référendum adoptant la constitution promulguée le 27 octobre 1946. Cette constitution institua la IV <sup>e</sup> République et donna naissance à l'Union Française.
			<b>18-21 octobre</b> – Congrès constitutif du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) à Bamako.	
1947				Election des membres de l'Assemblée de l'Union Française (les Conseillers). Cette Assemblée siège à Versailles de même que le Haut Conseil de l'Union.
1948	<b>26 janvier</b> – Dévaluation du franc métropolitain de 44,44% par rapport au dollar (1 dollar = 214 FF). Le franc CFA conserve son rapport de 1 FCFA contre 1,70 F métro.			
				<b>16 avril</b> – Création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE).
				<b>20 juin</b> – Création du Deutsche Mark.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1948	<b>17 octobre</b> – Nouvelle dévaluation du franc métropolitain par rapport au dollar (1 dollar = 260 FF) et changement de parité avec le franc CFA. Il faut désormais 2 francs métropolitains pour 1 FCFA.			
	<b>30 décembre</b> – Décret prévoyant la frappe de la pièce de 5 FCFA. Mais le Trésor français ne procédera à cette opération qu'en 1955. Avant 1956, ne circulaient que les pièces de 1 et de 2 FCFA en aluminium et comportant deux variantes quant à leurs légendes, l'une pour l'Afrique Occidentale, l'autre pour le Togo. Toutes les autres valeurs (5, 10, 25, 50, 100, 500, 1000 et 5.000 francs CFA) circulaient sous forme de billets émis par la Banque de l'Afrique de l'Ouest.			
1949	<b>29 janvier</b> – Expiration du privilège accordé à la BAO le 29 janvier 1929. Les différents Gouvernements insèrent dans les projets de loi de finance successifs un article autorisant le renouvellement par décret du privilège de la BAO.			
	<b>20 mars</b> – Création du franc de Djibouti pour la Côte Française des Somalis où circulait jusque-là le FCFA émis par la Banque d'Indochine. Cette nouvelle unité est rattachée au dollar et considérée comme monnaie étrangère. Son cours moyen est de 1,23 franc métro et son cours libre 1,48 franc métro.			<b>23 mars</b> – Arrêté du Haut Commissaire de l'AOF portant création du Fonds d'Equipement Rural pour le Développement Economique et Social (FERDES).

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1949	<b>27 avril</b> – Le cours du franc par rapport au dollar est ajusté à 330 francs. Cet ajustement ne touche pas les francs coloniaux.			
	<b>2 mai</b> – Installation du Crédit Lyonnais à Conakry.			
	<b>20 septembre</b> – Dévaluation du franc. Le franc CFA subit le même sort que le franc métropolitain et maintient à l'égard de celui-ci sa parité à 2 francs.			
1950	<b>29 mars</b> – Renouvellement du privilège d'émission de la Banque de Madagascar et des Comores pour une durée de 20 ans à compter de 1948. Le statut de la Banque est réformé et l'Etat devient majoritaire dans le capital et le Conseil d'Administration.			<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Accord portant création de l'Union Européenne des Paiements (UEP) destinée à assurer la compensation multilatérale des créances et des dettes des pays membres et l'octroi des crédits automatiques.
1951	<b>24 mai</b> – Création du Comité Monétaire de la zone franc.			<b>18 avril</b> - Signature du traité de Paris créant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).
1952	<b>15 décembre</b> – L'Assemblée de l'Union française émet un avis défavorable au renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique Occidentale.			
1953	<b>23 mars</b> – Circulaire n° 180/F du Gouverneur général de l'AOF relative à la répression de l'usure. Cette circulaire a été suivie de l'arrêté n° 2082 datant du même jour et déléguant aux Chefs de territoire les décisions en matière de répression de l'usure.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1954				<b>7 mai</b> – Bataille de Dien Bien Phu (Vietnam) où l'armée française a subi sa première grande défaite dans une guerre coloniale.
				<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – Début de la guerre de libération nationale en Algérie.
1955	<b>20 janvier</b> – Décret n° 55-103 portant réforme du régime de l'émission et création de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo.			<b>20 janvier</b> – Décret portant réforme du régime de l'émission et création de l'Institut d'Emission de l'Afrique Équatoriale Française et du Cameroun (IEAEFC), en remplacement de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (CCFOM).
	<b>29 mars</b> – Signature entre l'Etat et la BAO de la convention fixant les modalités de transfert du service de l'émission de la BAO à l'Etat.			<b>18 avril</b> – Début de la Conférence de Bandoeng qui prendra fin le 25 avril. Elle sera le prélude à la décolonisation.
	<b>4 mai</b> – M. Robert TEZENAS DU MONTCEL est nommé Président du Conseil d'Administration de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. M. Maurice ULRICH devient son Assistant et les premiers Administrateurs, représentant les territoires, sont nommés. Il s'agit de MM. David SOUMAH, Jean DELAFOSSE, Justin Tometin AHOMADEGBE, Laurent BANDAOGO, Léon BOISSIER-PALUN pour l'AOF et de M. Carlos DE MEDEIROS (puis PAULIN EKLOU) pour le Togo.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1955	<b>5 mai</b> – M. Robert JULIENNE est nommé Directeur Général de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. L'équipe de la Direction Générale du nouvel établissement est constituée. Elle comprend MM. Pierre MAESTRACCI (Directeur Général Adjoint), Pierre SANNER (Directeur des Etudes Economiques), Michel DURAND (Directeur des Opérations Financières), Marcel VUILLOD (Secrétaire Général) et Gabriel RATTIER (Directeur du Crédit).			
	<b>20 mai</b> – Décret n° 55-625 étendant à l'Outre-Mer la réglementation française du crédit et de la profession bancaire.			
	<b>15 juillet</b> – Décret n° 55-938 approuvant les statuts de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. Du même jour date le décret n° 55-939 fixant le montant de sa dotation à un milliard de francs métropolitains.			
	<b>11 septembre</b> – Première réunion du Conseil d'Administration de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo au cours de laquelle ont été débattues les questions relatives aux conditions de prise en charge des responsabilités monétaires ainsi qu'à l'organisation et aux futures implantations de cette banque.			
	<b>22 septembre</b> – Convention fixant les conditions dans lesquelles l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo pourrait utiliser les services et installations de la BAO.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1955	<b>24 septembre</b> – Installation de la Direction Générale de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo au 128 de la rue du Faubourg St Honoré (Paris 8 <sup>ème</sup> ).			
	<b>26 septembre</b> – Signature de la convention déterminant les conditions de transfert du service de l'émission de l'Etat à l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo.			
	<b>29 septembre</b> – Signature de la première convention de compte d'opérations fixant les relations entre l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo et le Trésor public français.			
	<b>30 septembre</b> – Cessation des activités de la BAO en tant que banque d'émission.			
	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Signature des protocoles entre l'Etat et la BAO, d'une part, et l'Etat et l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo, d'autre part, précisant le montant définitif du matériel d'émission après reconnaissance. C'est également à cette date que débute le premier exercice de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo qui s'est achevé le 31 décembre 1956.			
	<b>6 octobre</b> – Avenant aux protocoles du 1 <sup>er</sup> octobre.			



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1956		<b>6 janvier</b> – Parution du premier numéro des Notes d'Information et Statistiques (NIS) de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo, devenu Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest en 1959.		<b>3 mars</b> – Indépendance du Maroc.
	<b>1<sup>er</sup> avril</b> – L'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo reprend à la BAO la gestion de son portefeuille à Dakar et Abidjan. Cette opération aura lieu dans les autres agences de cette banque le 1 <sup>er</sup> octobre de la même année.			
	<b>7 avril</b> – Arrêté désignant les membres suppléants de la Commission de contrôle des banques pour l'examen des affaires intéressant les territoires d'outre-mer, le Cameroun et le Togo.			
	<b>26 avril</b> – Arrêté portant extension aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo des dispositions de l'arrêté du 5 juin 1950 organisant la procédure devant la Commission de contrôle des banques en matière disciplinaire.			
	<b>14 mai</b> – Décret n° 56-495 précisant les règles de fonctionnement des banques de dépôts installées dans les territoires d'Outre-Mer, au Togo et au Cameroun. Ce décret confie à l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo le soin d'assurer la centralisation des risques bancaires.			<b>20 mai</b> – Indépendance de la Tunisie.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1956				<b>23 juin</b> – Promulgation de la Loi-cadre (loi Gaston DEFFERRE) qui autorise le Gouvernement français à mettre en oeuvre des mesures propres à assurer l'évolution politique des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer et consacre leur autonomie interne.
	<b>27 juin</b> – Signature du décret autorisant le Trésor français à procéder à la frappe des pièces de 10 et 25 FCFA. Mais au début de l'année 1957, au moment où la frappe de ces pièces était achevée, le régime juridique d'émission des pièces métalliques a été modifié, l'Etat transférant ce privilège à l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1956				<p><b>26 juillet</b> – Nationalisation du canal de Suez entraînant une grave crise internationale. La tension internationale et les craintes de rupture des communications entre la France et l'Afrique ont montré la vulnérabilité opérationnelle de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo à une telle rupture, tant pour l'acheminement des fonds que pour le fonctionnement général de l'établissement dont l'autorité centrale s'exerçait de Paris. Malgré le denouement rapide de la crise, des mesures ont été prises pour parer à de tels risques à l'avenir : augmentation des encaisses de pièces et de billets entreposés en Afrique, recours aux réseaux gouvernementaux de liaison en cas de besoin, établissement d'un plan de déploiement rapide à Dakar de cadres de la Direction générale dotés des pouvoirs nécessaires pour assurer une gestion sans à-coups et la coordination des agences.</p>
			<p><b>24 août</b> – Décret érigeant le Togo en « République autonome » qui a été proclamée le 30 août.</p>	
		<p><b>Septembre</b> – Le poisson-scie stylisé apparaît pour la première fois sur la couverture d'un document de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo (en l'occurrence le quatorzième numéro des Notes d'Information et Statistiques).</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1956	<b>3 décembre</b> – Décret n° 56-1227 stipulant que l'émission de la monnaie et les attributions qui s'y rattachent dans les territoires d'outre-mer sont des compétences du pouvoir central dont l'exercice peut être confié par lui à un établissement public.			
1957				<b>Janvier</b> – Création de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN).
				<b>11 janvier</b> – Début du congrès des Indépendants d'outre-mer qui prendra fin le 13 janvier à Dakar. La Convention africaine issue de ce congrès se prononce pour une république fédérale.
	<b>31 janvier</b> – Un nouveau règlement relatif à la centralisation des risques bancaires en AOF et au Togo est établi après consultation des banques intéressées et en collaboration avec le Secrétariat du Comité Monétaire de la Zone Franc.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1957	<p><b>24 février</b> – Signature du décret n° 57-239 sanctionnant la qualité d'établissement public de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. Du même jour date le décret n° 57-244 (modifié par le décret n° 57-749 du 3 juillet 1957) autorisant le transfert de l'émission de la monnaie métallique aux établissements publics et banques assurant l'émission des billets dans les territoires et pays relevant du Ministère de la France d'outre-mer (l'émission de la monnaie métallique était assurée par le Trésor français et, selon les termes du décret du 20 janvier 1955, l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo avait la charge de la mettre en circulation pour le compte du Trésor, suivant les modalités précisées dans la convention du 29 septembre 1955).</p>			<p><b>6 mars</b> – Indépendance du Ghana.</p>
	<p><b>9 mars</b> – Décrets (n° 57-286 et 287) fixant les conditions d'application de la réglementation française du crédit et de la profession bancaire dans les territoires d'outre-mer et au Togo. Du même jour date le décret n° 57-284 relatif au Comité monétaire de la zone franc siégeant en commission restreinte (en application des dispositions du décret du 20 mai 1955) pour les affaires intéressant les territoires d'outre-mer, le Cameroun et le Togo.</p>			<p><b>9 mars</b> – Décret n° 57-282 relatif au Comité monétaire de la zone franc, à sa composition et à ses attributions.</p>

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1957	<b>23 mars</b> – Deux décrets ont étendu, l'un aux territoires d'outre-mer, l'autre au Togo les dispositions du décret du 20 mai 1955 relatif aux conditions de fonctionnement des comptes sur lesquels il peut être disposé par chèque. En AOF, cette nouvelle réglementation a été appliquée au cours du dernier trimestre de la même année.			<b>25 mars</b> – Signature du Traité de Rome instituant la Communauté Economique Européenne (CEE) et prévoyant, dans sa 4 <sup>e</sup> partie, l'association à celle-ci des pays et territoires d'outre-mer, dans des conditions précisées par une convention annexe.
	<b>9 mai</b> – Première réunion du Conseil d'Administration de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo dans sa zone d'émission. Cette réunion s'est tenue à Dakar à l'occasion de l'inauguration, dans cette ville, d'une agence de cette banque.			
	<b>14 mai</b> – Inauguration de l'Agence de Dakar, la première agence en Afrique de l'Ouest de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo.			
	<b>21 mai</b> – Arrêtés ministériels fixant le capital minimum des banques et établissements financiers dans les territoires d'outre-mer et au Togo.			
	<b>1<sup>er</sup> juin</b> – Début des activités de l'agence de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo à Dakar. L'installation de cette Agence a permis d'assurer toutes les opérations de conservation et de manipulation des espèces monétaires qui demeuraient confiées, dans les autres Agences, à la Banque de l'Afrique Occidentale dans les conditions réglées par la convention de louage de services conclue le 22 septembre 1955.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1957	<b>3 juillet</b> – Le décret n° 57-749 (modifiant le décret n° 57-244 du 24 février) autorise le transfert de l'émission de la monnaie métallique aux établissements publics et banques assurant l'émission de billets dans les territoires et pays relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.			
	<b>22 juillet</b> – Décret n° 57-817 déléguant au Haut Commissaire de la République en AOF certaines attributions concernant la gestion de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo (en l'occurrence la nomination des Administrateurs représentant les territoires au Conseil d'Administration de cet Institut d'Emission et la fixation du mode de calcul de la fraction revenant à chaque territoire sur les versements statutaires des établissements chargés du service de l'émission).			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1957	<b>31 août</b> – Décret confiant à l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo l'émission des monnaies métalliques dans ces deux territoires. Les modalités de prise en charge de cette nouvelle fonction ont fait l'objet d'une convention (le 8 octobre) approuvée par le décret du 12 octobre de la même année. Les pièces en circulation prises en charge par l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo le 1 <sup>er</sup> octobre ont été rachetées au Trésor français. Mais les nouvelles pièces portant le poisson stylisé (devenu l'emblème de l'établissement) n'ont été émises qu'en 1960 sous la raison sociale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.			
	<b>1<sup>er</sup> septembre</b> – Ouverture à Ouagadougou d'un dépôt de billets géré pour le compte de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo par le Trésorier-payeur de la Haute-Volta.		<b>25-30 septembre</b> – Congrès du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) à Bamako. Une divergence se dessine entre Félix Houphouët-BOIGNY, favorable à la décentralisation et Modibo KEÏTA, Sékou TOURE et Gabriel d'ARBOUSSIER, partisans du fédéralisme.	
1958	<b>Janvier</b> – Ouverture au sein de l'Agence de Dakar du Centre de Formation Professionnelle de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. Cinq stagiaires africains y entrent pour une formation de 2 ans.		<b>22 février</b> – Signature du décret n° 58-187 (modifiant le décret du 24 août 1956 portant statut de la République du Togo) reconnaissant, en son article 27, à la République française « la responsabilité des relations extérieures, de la politique monétaire et de la défense de la République togolaise ».	
			<b>24 février</b> – Signature de la convention franco-togolaise relative à la monnaie et au commerce extérieur.	<b>13 mai</b> – Retour du Général de GAULLE au pouvoir en France.



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1958			<b>25 juillet</b> – Ouverture à Cotonou du congrès des partis africains au cours duquel a été créé le Parti du Regroupement Africain (PRA).	
	<b>1<sup>er</sup> septembre</b> – Ouverture du chantier de l'agence de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo à Bamako.			<b>15 septembre</b> – Constitution officielle de la Banque Centrale du Nigéria.
				<b>28 septembre</b> – A la suite d'un référendum, la Communauté franco-africaine est favorablement accueillie dans tous les territoires, excepté la Guinée où le « non » l'emporte à 95%.
				<b>2 octobre</b> – Ratification de l'indépendance de la Guinée par l'Assemblée territoriale.
				<b>4 octobre</b> – Promulgation de la constitution de la V <sup>e</sup> République.
				<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – La Banque de l'Algérie et de la Tunisie cède le service à la Banque Centrale de Tunisie. A compter de cette date le « dinar » est substitué au franc tunisien. La Tunisie cessait ainsi de faire partie de la zone franc.
	<b>5 novembre</b> – Le Conseil d'Administration de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo a été informé de la mise en circulation dans la zone d'émission d'un nouveau modèle de billet de 500 FCFA.			
	<b>1<sup>er</sup> décembre</b> – Fin du dernier exercice de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1958	<b>27 décembre</b> – Ordonnance n° 58-1341 du Président du Conseil des Ministres, le Général de GAULLE, créant le nouveau franc.		<b>29 décembre</b> – Ouverture de la conférence des Fédéralistes à Bamako. Quarante quatre délégués représentant quatre territoires de l'ex-AOF (Sénégal, Soudan, Haute-Volta et Dahomey) sont présents pour signer l'acte de naissance de la Fédération envisagée depuis le congrès de Cotonou du Parti du Regroupement Africain (PRA), le 25 juillet 1958.	
1959	<b>2 janvier</b> – Début des activités de l'agence de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo à Abidjan. Les nouvelles installations ont été inaugurées le 21 novembre de la même année.			<b>7 janvier</b> – Un protocole d'accord, signé entre les représentants de la République de Guinée et de la République française, fixe les modalités d'appartenance de la Guinée à la zone franc et prévoit la création d'un institut d'émission et d'une monnaie guinéens.
			<b>14 janvier</b> – Ouverture à Dakar des travaux de l'Assemblée constituante fédérative, présidés par M <sup>e</sup> Lamine GUEYE. Ils prendront fin le 17 janvier avec la naissance de la Fédération du Mali.	
			<b>17 janvier</b> – Naissance de la Fédération du Mali regroupant le Dahomey, la Haute-Volta le Sénégal et le Soudan.	
			<b>24 mars</b> – Création du Parti de la Fédération Africaine (PFA) regroupant tous les partis fédéralistes de tendance RDA (Rassemblement Démocratique Africain) et PRA (Parti du Regroupement Africain).	<b>27 mars</b> – Le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social des Territoires d'outre-mer FIDES) devient le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC).

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1959		<b>4 avril</b> – Ordonnance n° 59-491 relative au régime de l'émission monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest. L'article 1 <sup>er</sup> de cette ordonnance dispose que l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo prend la dénomination de Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Robert TEZENAS DU MONTCEL est nommé Président du Conseil d'Administration et Robert JULIENNE, Directeur Général du nouvel établissement public. Conformément à cette ordonnance, le Conseil d'Administration de la BCEAO est désormais composé de représentants des huit Etats de l'AOF et du Togo.	<b>4 avril</b> – Après l'adoption de la constitution fédérale par l'Assemblée constituante du Soudan (22 janvier) et par celle du Sénégal (29 janvier) et après le retrait du Dahomey et de la Haute-Volta, l'Assemblée de la Fédération du Mali regroupant désormais le Sénégal et le Soudan se réunit pour la première fois à Dakar.	<b>4 avril</b> – L'ordonnance du 4 avril 1959 portant création de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun (BCEAEC) en remplacement de l'Institut d'Emission de l'Afrique Equatoriale Française et du Cameroun (IEAEFC).
			<b>30 mai</b> – Création du Conseil de l'Entente regroupant la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger.	
	<b>9 juin</b> – Décision du Président de la Communauté instaurant le franc comme monnaie commune des Etats membres de la Communauté. L'unité monétaire de chaque Etat est soit le franc, soit une unité monétaire liée au franc par un rapport fixe qui ne peut être modifié que par décision du Président de la Communauté en conseil exécutif. Les billets et monnaies métalliques ayant cours légal dans les Etats membres de la Communauté sont librement convertibles entre eux. Les mouvements des capitaux entre les Etats de la Communauté sont libres. La réglementation des changes est commune à tous les Etats et les ressources en devises sont mises en commun.		<b>9 juin</b> – Signature à Paris, entre la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal, d'une Union Douanière de l'Afrique de l'Ouest (UDAO).	<b>12 juin</b> – Le Président de la Communauté (Charles de GAULLE) prend cinq décisions relatives à la monnaie, au régime des changes et au commerce extérieur, à la politique économique commune, aux programmes de développement et à la politique financière commune. Ces décisions constituent le fondement de la charte économique et financière de la Communauté.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1959				<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – La Banque d'Etat du Maroc est remplacée par la Banque du Maroc, établissement public chérifien. Une nouvelle monnaie (le « Dirham »), définie par rapport à l'or est créée en octobre de la même année.
			<b>11 juillet</b> – Convention relative aux relations entre les Trésors français et malien ainsi qu'aux concours réciproques et à la coopération de la Fédération du Mali avec la France pour l'organisation et le fonctionnement des services du Trésor.	<b>12 juillet</b> – Création de l'Union des Républiques d'Afrique Centrale (Tchad, Centrafrique, Congo).
	<b>8 octobre</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO, soucieux de préserver l'avenir de la zone d'émission, opte pour l'émission de billets uniformes pour tous les Etats.	<b>8 octobre</b> – Première réunion du Conseil d'Administration de la BCEAO. Le nombre et l'importance des problèmes soumis à la décision du Conseil l'ont amené à tenir immédiatement une seconde séance le 9 octobre.		
		<b>10 octobre</b> – Début des activités de l'agence de la BCEAO à Conakry (Guinée). Avant cette date, les opérations matérielles de l'émission étaient assurées par la Banque de l'Afrique Occidentale, aussi bien à Conakry qu'à Bamako, Lomé, Niamey et Bobo-Dioulasso.	<b>13 décembre</b> – Le Général de GAULLE donne son accord de principe à l'indépendance de la Fédération du Mali.	
1960		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Ouverture à Bamako (Mali) de l'agence de la BCEAO dont les installations ont été officiellement inaugurées le 7 mai de la même année.		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Le nouveau franc entre officiellement en vigueur. Un franc français équivaut désormais à 50 FCFA.
			<b>18 janvier</b> – Ouverture des négociations franco-maliennes pour l'indépendance.	
	<b>29 février</b> – Ordonnance portant création de la Banque Centrale de la République de Guinée. Le même jour un décret institue l'Office des changes de Guinée.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1960	1 <sup>er</sup> mars – Mise en circulation du franc guinéen.		4 avril – Signature de la convention franco-malienne ouvrant la voie de l'indépendance pour la Fédération du Mali. Cette convention prévoit le transfert des compétences entre la France et la Fédération du Mali. Elle fut ratifiée le 7 juin au Soudan et le 10 juin au Sénégal. Après l'éclatement de la Fédération du Mali, le Sénégal choisira le 4 avril comme date d'indépendance.	
			27 avril – Proclamation de l'indépendance du Togo.	
	15 mai – Mise en circulation du billet de 5.000 FCFA, conçu par l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo mais portant la raison sociale de la BCEAO.			4 juin – Loi constitutionnelle instituant la « Communauté renouvée » ou « Communauté conventionnelle ». Désormais, un Etat peut accéder à l'indépendance sans quitter la Communauté. Un Etat indépendant par voie d'accord peut y accéder. La « Communauté renouvée » ne comptera que 7 membres : le Congo, le Gabon, la France, Madagascar, la République centrafricaine, le Sénégal et le Tchad.
			20 juin – Indépendance de la Fédération du Mali.	
			22 juin – Conclusion des accords de coopération économique, monétaire et financière entre la France, représentée par son Premier Ministre Michel DEBRE et la Fédération du Mali, représentée par son Président, Modibo KEÏTA. Ces accords vont servir de modèle dans les rapports entre la France et les autres Etats.	
			1 <sup>er</sup> août – Indépendance du Dahomey (actuel Bénin).	
			3 août – Indépendance du Niger.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1960			<b>5 août</b> – Indépendance de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso).	
			<b>7 août</b> – Indépendance de la Côte d'Ivoire.	
			<b>20 août</b> – Eclatement de la Fédération du Mali.	
			<b>22 septembre</b> – Proclamation de la République du Mali.	
	<b>Octobre</b> – Mise en circulation du billet de 1000 FCFA, conçu par l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo mais portant la raison sociale de la BCEAO. A la fin de l'année 1960, l'Institut d'Emission devenu entre-temps BCEAO, a acquis sa propre circulation fiduciaire en toutes valeurs et a entamé le retrait des coupures de la Banque de l'Afrique Occidentale.			
	<b>24 octobre</b> – Dans une étude intitulée « Propositions pour un régime monétaire nouveau de l'Afrique de l'Ouest », Daniel CABOU propose une formule d'organisation monétaire des pays de l'ex-AOF, caractérisée par l'existence d'une Banque Centrale au niveau de chaque Etat et d'une institution commune à l'ensemble des Etats, appelée « Union Africaine des paiements ».			
		<b>19 novembre</b> – Inauguration de l'agence de la BCEAO à Cotonou (Bénin).		
		<b>21 novembre</b> – Inauguration de l'agence de la BCEAO à Lomé (Togo).		<b>23 novembre</b> – Création de l'Union des Etats Africains (UEA) entre le Ghana, la Guinée et le Mali.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1960			28 novembre – Indépendance de la Mauritanie.	
1961	10 janvier – Rapport des services de la BCEAO intitulé : « Des problèmes posés par une réforme des institutions monétaires ouest africaines ».			
	13 mars – Conférence monétaire ouest africaine à Paris. Les Ministres représentant les pays de l'ex-AOF et les représentants de la République française, conduits par le Ministre des Finances, Wilfrid BAUMGARTNER, se sont réunis afin de procéder à un échange de vues sur les adaptations qu'il pourrait être souhaitable d'apporter au régime monétaire de l'Afrique de l'Ouest.			
	10 juillet – Début de la 2 <sup>e</sup> conférence monétaire ouest africaine de Paris qui prendra fin le 13 juillet. Les représentants africains et français se retrouvent à nouveau pour discuter des réajustements du régime monétaire en Afrique de l'ouest.			
	8 août – Conférence monétaire ouest africaine d'Abidjan au cours de laquelle les délégués des Etats africains ont tenté d'accorder leurs vues sur les textes concernant la réforme de l'Institut d'émission. Cette conférence, qui s'achèvera le 12 août 1961, n'a pas atteint son objectif qui était de préparer l'ensemble des contre-propositions à présenter à la partie française.			30 septembre – Création de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) en remplacement de l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique ).

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1961	<b>9-21 octobre</b> – Discussions à Paris entre les délégations africaines et les représentants du Gouvernement français au sujet de la construction de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Après consultation, les délégations africaines parviennent à des propositions communes qu'elles remettent au Gouvernement français.			
	<b>26 décembre</b> – Mise en circulation du dernier billet de la gamme 1961 qui s'est échelonnée comme suit : billets de 5.000 et 1.000 FCFA, le 12 octobre ; billet de 500 FCFA, le 26 octobre 1961 ; billet de 100 FCFA, le 26 décembre 1961.			
1962		<b>15 janvier</b> – Début des activités de l'agence de la BCEAO à Ouagadougou où existait auparavant un « Dépôt de billets ». Avant cette date, les opérations matérielles de l'émission étaient assurées par l'Agence de la BAO à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta).		
		<b>1<sup>er</sup> février</b> – Début des activités de l'agence principale de la BCEAO à Niamey (Niger). La Banque Centrale assure désormais elle-même, dans ses agences, l'exécution complète de toutes les opérations lui incombant.		
		<b>1<sup>er</sup> mars</b> – Début des activités de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Zinder (Niger)	<b>9 mars</b> – Signature de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière entre la France et le Mali. Ces accords prévoient que le Mali peut avoir son Institut d'émission propre, la France prend acte de cette décision.	



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1962	<b>22 mars</b> – Les Ministres des pays ouest africains ayant en commun le FCFA (à l'exception du Togo) se réunissent à Abidjan pour parachever l'examen des textes, notamment la question de la majorité qualifiée soulevée par la partie française lors des discussions du 9 au 21 octobre à Paris et sur laquelle un accord n'avait pu se faire.			
	<b>12 mai</b> – Signature du Traité instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) par la Côte d'Ivoire, le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. A la même date est signé l'Accord de coopération entre les Etats de l'UMOA et la France par les représentants de ces Etats et le Ministre français des Finances, M. Valéry GISCARD D'ESTAING.			
	<b>30 juin</b> – Adoption de la loi n° 62-54 AN/RM portant réforme monétaire en République du Mali. Le Mali crée sa monnaie et son Institut d'Emission.			
	<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Mise en circulation du franc malien.		<b>11 juillet</b> – Conférence ministérielle franco-africaine à Paris, au cours de laquelle la partie française déclare qu'elle reste disposée à coopérer avec les Etats africains dans les conditions prévues par les accords du 12 mai (après la décision du Mali de créer une monnaie et un Institut d'émission propres). Les représentants des Etats ouest-africains décident de continuer l'Union Monétaire à six (Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal), sur les bases prévues et de maintenir au 1 <sup>er</sup> novembre 1962 la date d'entrée en vigueur des nouvelles institutions.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1962	<b>21 juillet</b> – Signature de la Convention relative au transfert du service de l'émission à la Banque de la République du Mali entre M. Robert TEZENAS DU MONTCEL, Président du Conseil d'Administration de la BCEAO et M. Lamine SOW, Gouverneur de la Banque de la République du Mali.			
	<b>28 septembre</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO adopte une réglementation du crédit qui fixe les principes directeurs et les modalités d'application de cette politique.	<b>28 septembre</b> – Première réunion du Conseil d'Administration de la BCEAO après la signature du Traité de l'UMOA. Au cours de cette réunion M. Robert JULIENNE a été reconduit dans ses fonctions de Directeur Général de la BCEAO.	<b>28 septembre</b> – Signature de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière entre le Togo et la France. Dans les dispositions monétaires constituant le titre II de cet accord, le Togo déclare créer une monnaie nationale.	
		<b>29 octobre</b> – Visite de M. Léopold Sedar SENGHOR, Président de la République du Sénégal, à l'Agence de la BCEAO à Dakar.		
	<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – Entrée en vigueur du Traité instituant l'UMOA.	<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – Début du premier exercice de la BCEAO (après la signature du Traité de l'UMOA) qui s'achèvera le 30 septembre 1963.		
	<b>Novembre</b> – La BCEAO met à l'étude une législation uniforme de la répression de la falsification des signes monétaires et de l'usage des signes falsifiés.			
	<b>12 décembre</b> – Discussion et adoption du projet de loi portant création de la Banque Centrale du Togo. La loi sera promulguée dans le journal officiel du Togo le 1 <sup>er</sup> janvier 1963.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1962	<b>20 décembre</b> – Signature d'une convention entre le Togo, représenté par Monsieur Hospice COCO, et la BCEAO, représentée par M <sup>e</sup> Bertin BORNA, selon les termes de laquelle la République togolaise déclare confier sur son territoire les opérations génératrices de l'émission et les autres opérations définies aux nouveaux statuts de la BCEAO à ce dernier établissement. Le Togo confie aussi à la BCEAO, la gestion des actifs qui lui reviendront à la suite de l'arrêté définitif du bilan de cette banque au 31 octobre 1962.			
1963			<b>13 janvier</b> – Coup d'Etat militaire au Togo. Le Président Sylvanus OLYMPIO est assassiné. Nicolas GRUNITZKY lui succède à la tête du Gouvernement.	<b>18 février au 2 mars</b> – Cinquième session de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Léopoldville.
	<b>20 mars</b> – Etablissement d'une convention de compte d'opérations entre le Trésor français et la BCEAO.			<b>25 mai</b> – Première Conférence au sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains à Addis-Abeba qui aboutit à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).
				<b>4 août</b> – Signature, à Khartoum (Soudan), par 23 pays africains, de l'accord créant la Banque Africaine de Développement (BAD).
		<b>14 octobre</b> – Ouverture de l'Agence de la BCEAO à Nouakchott (Mauritanie). Elle sera officiellement inaugurée le 28 novembre de la même année par M. Mokhtar Ould DADDAH, Président de la République Islamique de Mauritanie.	<b>6 novembre</b> – Par lettre adressée aux Chefs d'Etat de l'UMOA, le Togo demande son adhésion à cette Union.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1963			<b>27 novembre</b> – Signature à Nouakchott (Mauritanie) de la convention d'adhésion du Togo à l'UMOA. Cette convention entrera en vigueur le 17 décembre 1963.	
1964		<b>14 juin</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Kaolack (Sénégal), inaugurée le même jour par M. Jean Collin, Ministre des Finances du Sénégal.		<b>10 septembre</b> – Entrée en vigueur de l'accord créant la Banque Africaine de Développement (BAD). La banque commence ses activités en 1966 et installe son Siège à Abidjan.
		<b>14 décembre</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bouaké (Côte d'Ivoire). Les installations ont été officiellement inaugurées le 31 mars 1965 par M. Auguste DENISE, Ministre d'Etat, représentant le Président de la République de Côte d'Ivoire.		
1965		<b>22 novembre</b> – Ouverture de la première session du centre de formation de la BCEAO nouvellement créé à Abidjan (à la fin de l'année 1963). A l'issue du concours d'entrée organisé en mai 1965, étaient admis douze (12) jeunes gens ressortissants des sept pays de l'UMOA. La formation devait durer 18 mois.		
1966				<b>15-22 février</b> – Première conférence des Gouverneurs des banques centrales africaines à Addis-Abeba (Ethiopie).
			<b>9 juin</b> – Adhésion du Togo au Conseil de l'Entente.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1966				<b>27-29 juillet</b> – Première réunion du Comité mixte, constitué par la Banque Africaine de Développement, l'Institut de Développement Economique et de Planification de Dakar et la Commission Economique pour l'Afrique, en vue de la rédaction d'un projet de statut de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Ce projet est soumis à 26 banques centrales africaines et au Secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique le 26 septembre 1966.
1967			<b>13 janvier</b> – Coup d'Etat militaire au Togo. Nicolas GRUNITZKY est écarté du pouvoir. Un Comité de Réconciliation Nationale assure le pouvoir.	
	<b>15 février</b> – Accord franco-malien : le franc malien est dévalué de 50% par rapport au CFA. Le Mali s'engage à adhérer à l'UMOA au terme d'un délai qui ne devrait pas excéder 5 ans.			
		<b>Novembre</b> – Pour commémorer le 5 <sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), les Administrations postales des sept Etats membres, à la demande de la BCEAO, avaient émis un timbre poste de même valeur et portant les mêmes illustrations.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1967	<p><b>2 juin</b> – Un avenant à la convention de compte d'opérations du 2 mars 1963 est signé entre M. Michel DEBRE, Ministre français de l'économie et des finances et El Hadj Barcourgné COURMO, Président du Conseil d'Administration de la BCEAO. Cet avenant est relatif à la faculté donnée à la BCEAO de souscrire des bons négociables à deux ans au plus d'échéance, libellés en monnaies convertibles et émis par les institutions financières internationales dont seraient membres les Etats participant à la gestion de la BCEAO.</p>			<p><b>18 novembre</b> – Dévaluation de la livre sterling de 14,3%.</p>
			<p><b>17 décembre</b> – Coup d'Etat militaire au Dahomey (actuel Bénin).</p>	
	<p><b>19 décembre</b> – Signature entre M. Michel DEBRE, Ministres français des Finances, et son homologue malien, M. Louis NEGRE, de deux accords de coopération monétaire. Le premier est relatif à la création de la Banque Centrale du Mali et le second, à l'établissement de la libre convertibilité du franc malien, à compter du 31 mars 1968, et prévoyant à cet effet l'ouverture d'un compte d'opérations au Trésor français au nom de l'Institut d'émission malien.</p>			
1968	<p>Emission par la BCEAO de la pièce de 100 FCFA qui a été substituée progressivement au billet de même valeur faciale.</p>			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1968	<b>9 mars</b> – Première réunion du Conseil de l'Union Monétaire Ouest Africaine à Abidjan. Les représentants des Etats membres de l'UMOA conviennent d'une modification des statuts de la BCEAO en vue de porter la faculté de découvert des Etats de 10 à 15% des recettes fiscales.			
	<b>29 mars</b> – Signature entre le Mali et la France de la Convention portant transfert du service de l'émission de la Banque de la République du Mali à la Banque Centrale du Mali.	<b>13 juin</b> – Réunion à Abidjan du Conseil d'Administration de la BCEAO au cours de laquelle est discutée la question de la modification des articles 15 et 44 de ses statuts, relatifs aux concours accordés aux Etats.		
				<b>7-14 août</b> – Deuxième conférence des Gouverneurs des banques centrales africaines à Accra (Ghana) avec à l'ordre du jour la création de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).
1969				<b>8 août</b> – Dévaluation de 12% du franc français.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1969	<p><b>4 décembre</b> – Un avenant à la convention de compte d'opérations est signé entre M. Valéry GISCARD d'ESTAING, Ministre français de l'Economie et des Finances et M. Tiémoko Marc GARANGO, Président du Conseil d'Administration de la BCEAO. A la suite de cet avenant la Banque Centrale versera au compte d'opérations les disponibilités propres qu'elle pourra se constituer en dehors de sa zone d'émission. Elle pourra également souscrire des bons négociables à deux ans au plus d'échéance et prélever sur ses disponibilités les sommes nécessaires à l'exécution des obligations contractées par les Etats de l'Union à l'égard du FMI.</p>			<p><b>15-18 décembre</b> – Réunion inaugurale de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) au siège de la Commission Economique pour l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie).</p>
1971				<p><b>15 août</b> – Le Président des Etats-Unis, M. Richard NIXON, annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. C'est la fin du système de changes fixes issu des accords de Bretton Woods (1944).</p>
				<p><b>20 août</b> – Institution en France d'un double marché des changes qui se traduit par la division des opérations entre un marché officiel et un marché financier.</p>



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1971		<p><b>Octobre</b> – Le centre de formation de la BCEAO à Abidjan a été complété par le Centre d'Application Technique et de Perfectionnement (CATEP) devant former en deux ans des agents d'encadrement supérieur. Les élèves sont recrutés parmi les candidats d'un niveau de connaissance licence ès sciences économiques et ayant satisfait à un examen probatoire. Douze élèves ont été admis à ce cycle de formation, également suivi par deux agents de la Banque Centrale, un agent de la Banque Centrale du Mali et quatre fonctionnaires ivoiriens.</p>		<p><b>18 décembre</b> – Accords de Washington entre les pays membres du « Groupe des dix », relatif à la définition de la parité de leur monnaie et des marges de fluctuations autorisées des taux de change.</p>
1972	<p><b>24 janvier</b> – Lors de la visite du Président français, M. Georges POMPIDOU, à Niamey, le Président du Niger, M. Diori HAMANI, lui remet au nom de ses pairs de l'Entente, un « Mémoire sur l'évolution souhaitable des objectifs, des structures et des mécanismes de la Zone franc ».</p>			<p><b>21 mars</b> – Les pays de la CEE décident de fixer la bande de fluctuation globale entre leurs monnaies à 2,25%, soit la moitié de celle qui a été instituée par les Accords de Washington.</p>
	<p><b>Mai</b> – La BCEAO met en circulation la pièce de 50 FCFA. Dans le même temps est émise une pièce commémorative de 500 FCFA en argent à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut d'émission.</p>			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1972			<p><b>3 juin</b> – Signature du Traité instituant la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) qui succédera à l'Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest (UDEAO). Ce traité entrera en vigueur en janvier 1974.</p>	<p><b>24 avril</b> – Entrée en vigueur de l'accord créant le « <i>Serpent monétaire européen</i> ». Ce dispositif économique actif de 1972 à 1978, créé à l'initiative du président français Georges Pompidou, limitait à <math>\pm 2,25\%</math> les fluctuations de taux de change entre les pays membres de la Communauté Economique Européenne. Ce double système d'encadrement des fluctuations des monnaies européennes entre elles et par rapport au dollar dessine ainsi l'image, passée à la postérité, d'« un serpent se déplaçant dans un tunnel ».</p>
		<p><b>1<sup>er</sup> août</b> – Nomination de M. Daniel CABOU, ancien Ministre du Développement Industriel du Sénégal, au poste de Directeur Général Adjoint de la BCEAO.</p>		
	<p><b>22 novembre</b> – Au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le Président français M. Georges POMPIDOU confirme son intention d'offrir des facilités à ceux qui souhaiteraient un aménagement des structures de la Zone franc.</p>	<p><b>1<sup>er</sup> Novembre</b> – Dans le cadre de la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire du Traité de l'UMOA, la BCEAO a procédé à l'émission d'une pièce commémorative de 500 francs CFA en argent. Un timbre poste commémoratif, dont la BCEAO avait pris en charge les frais de préparation de la maquette, a été émis par les Postes des Etats membres de l'Union.</p>		
	<p><b>28 novembre</b> – Le Président mauritanien, M. Mokhtar OULD DADDAH, annonce la décision de la Mauritanie de créer sa propre monnaie.</p>			<p><b>29 novembre</b> – Conclusion à Abidjan de l'accord portant création du Fonds Africain de Développement (FAD). Ce fonds, domicilié au sein de la Banque Africaine de Développement, est destiné à fournir des ressources financières à des conditions de faveur aux pays africains membres les plus démunis.</p>

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1972			<b>30 novembre</b> – Le Président du Dahomey, M. Mathieu KEREKOU, annonce dans son discours-programme que les avantages et les inconvénients de la participation de son pays à la BCEAO devraient être révisés.	
	<b>1<sup>er</sup> décembre</b> – Réunion du Conseil de l'UMOA à Niamey. Un comité composé de Ministres des Finances, présidé par M. Tiémoko Marc GARANGO, a été mis en place et chargé d'étudier les aménagements nécessaires au fonctionnement de l'Union.	<b>2 décembre</b> – Note du Conseil d'Administration de la BCEAO, fixant les règles générales à retenir en cas de retrait d'un Etat de la BCEAO.		
		<b>16 décembre</b> – Le Président du Sénégal, M. Léopold Sédar SENGHOR, propose une réforme de la BCEAO en quatre points : la modification des statuts par la substitution de la majorité des 2/3 à la règle de l'unanimité, l'élargissement des compétences des Comités Monétaires Nationaux, la possibilité pour la Banque d'accorder des concours plus importants aux Trésors nationaux et l'assouplissement des modalités de ces concours ainsi que l'africanisation du personnel de la Banque.		
		<b>21 décembre</b> – Réunion à Paris de la Direction de la BCEAO avec les Directeurs d'agence pour faire le point du dossier de la réforme institutionnelle et prendre des dispositions afin d'aider à la bonne marche des travaux du comité ministériel de réforme.		
		<b>27 décembre</b> – Les autorités mauritaniennes notifient officiellement le retrait de la Mauritanie de l'UMOA.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1973	<p><b>14-16 mars</b> – Réunion à Ouagadougou du Comité ministériel, sous la présidence de M. Tiémoko Marc GARANGO, à l'issue de laquelle ont été arrêtés les principes généraux qui doivent inspirer la réforme et guider les adaptations des institutions monétaires. Sur la base de ces principes, le Comité a indiqué les modifications et adaptations souhaitables des principaux textes de base : le traité d'union monétaire, l'accord de coopération, la convention de compte d'opérations, les statuts de la Banque Centrale.</p>			
	<p><b>17 avril</b> – En marge de la réunion de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), tenue à Abidjan, les Chefs d'Etat retiennent le projet du Comité ministériel de réforme sous réserve d'une dernière mise au point qu'ils confient au Président nigérien, M. Diori HAMANI, mandaté par eux pour engager les négociations avec les autorités françaises.</p>			
	<p><b>30 mai</b> – Création de la Banque Centrale de Mauritanie et de l'Ouguiya, la monnaie nationale. La Mauritanie se retire ainsi de la zone d'émission de la BCEAO, de l'UMOA et de la zone franc.</p>			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1973	<b>25 juin</b> – Signature à Paris de la convention en vue du transfert du service de l'émission à la Mauritanie.			<b>6 octobre</b> – Eclatement de la guerre israélo-arabe entraînant le premier choc pétrolier. L'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP) décrète un embargo sur les exportations pétrolières et double le prix du baril.
			<b>24 septembre</b> – Proclamation de l'indépendance de la Guinée-Bissau.	
	<b>8 novembre</b> – Réunion à Paris des Ministres des Finances des pays de l'UMOA avec leur homologue français au cours de laquelle ils se sont mis d'accord sur les nouveaux statuts de la BCEAO.			
	<b>13 novembre</b> – A l'occasion du sommet franco-africain, tenu à Paris, M. Tiémoko M. GARANGO soumet, par l'entremise de l'ambassade du Niger à Paris, le Traité de l'UMOA à la signature des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains présents.			
	<b>14 novembre</b> – Signature d'un nouveau Traité de l'UMOA par les Chefs d'Etat de la Côte d'Ivoire, M. Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, de la Haute-Volta, M. Sangoulé LAMIZANA, du Niger, M. Diori HAMANI, du Sénégal, M. Léopold Sédar SENGHOR, et par le Ministre des affaires étrangères du Dahomey, M. Michel ALLADAYE.		<b>14 novembre</b> – La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est instituée au terme d'un accord signé entre les six Etats membres de l'UMOA.	
	<b>28 novembre</b> – Signature du Traité de l'UMOA par le Président EYADEMA du Togo.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1973	<b>4 décembre</b> – Signature à Dakar d'un nouvel accord de coopération et d'une nouvelle convention de compte d'opérations par les Ministres des Finances de l'UMOA. L'accord et la convention seront signés plus tard par le Ministre français des Finances, M. Valéry GISCARD D'ESTAING.			
1974				<b>2 juillet</b> – En France, la loi n° 74-626 autorise l'approbation de l'accord de coopération avec les pays de l'UMOA.
			<b>23-24 septembre</b> – Réunion à Paris, au Siège de la BCEAO, des experts en vue de la mise en place de la BOAD.	
		<b>15 décembre</b> – Réunion du Conseil d'Administration de la BCEAO à Ouagadougou, sous la présidence de M. Edem KODJO, au cours de laquelle M. Abdoulaye FADIGA est nommé pour six ans au poste de Gouverneur de la BCEAO. Cette nomination constitue un tournant dans l'histoire de la BCEAO, dans la mesure où elle marque le début de son africanisation.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1975	<p><b>10 février</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de réformer le matériel d'émission de la BCEAO. Cette réforme, justifiée par la nécessité de maîtriser les charges d'entretien de la circulation fiduciaire au milieu des années 1970, comportait deux volets : la création et la mise en circulation pour la première fois d'un billet de 10.000 FCFA ainsi que celles de nouveaux billets de 5.000, 1.000 et 500 FCFA.</p>	<p><b>10 février :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar ;</li> <li>- Prestation de serment et installation officielle du Gouverneur Abdoulaye FADIGA ;</li> <li>- M. Tiémoko Marc GARANGO informe le Conseil des Ministres de la désignation par le Gouvernement de la Haute-Volta de M. Charles Bila KABORE pour occuper le poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO.</li> </ul>		
		<p><b>14 février</b> – Africanisation de la BCEAO : le Gouverneur Abdoulaye FADIGA prend deux décisions importantes, dont l'une confie le poste de Secrétaire Général à M. Daniel CABOU, précédemment Directeur Général-Adjoint de la BCEAO, et l'autre celui de Conseiller Spécial du Gouverneur à M. Alassane OUATTARA.</p>		
		<p><b>28 février</b> – Africanisation de la BCEAO : le Gouverneur Abdoulaye FADIGA nomme MM. Lamine DIABATE et Ady NIANG Directeurs Nationaux de la BCEAO, respectivement pour la Côte d'Ivoire et le Sénégal, à compter du 3 mai 1975.</p>		
		<p><b>7 avril</b> – Africanisation de la BCEAO : le Gouverneur Abdoulaye FADIGA nomme M. Boukary ADJI Directeur National de la BCEAO pour le Niger.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1975	<b>2 mai</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA, réuni à Dakar, adopte les « <i>Directives de politique générale de la monnaie et du crédit</i> » qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> juillet 1975 et prend acte de la fin de la mission confiée au Comité de réforme présidé par M. Tiémoko Marc GARANGO.		<b>2 mai</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA, conformément à l'article 18 des statuts de la BOAD, et sur proposition du Gouvernement de la Haute-Volta, procède à la nomination de Monsieur Pierre Claver DAMIBA au poste de Président de la BOAD.	
	<b>3 mai</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO adopte les « Directives de politique générale de la monnaie et du crédit ».	<b>3 mai</b> – Africanisation de la BCEAO : conformément à l'alinéa 1 de l'article 42 des statuts de la Banque, le Conseil d'Administration réuni à Dakar, procède à la nomination de M. Charles Bila KABORE au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO.		
		<b>9 mai</b> – Africanisation de la BCEAO : par décision du Gouverneur de la BCEAO, le Centre de formation du personnel d'encadrement moyen et supérieur d'Abidjan a été placé sous l'autorité du Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire.		28 mai – Signature à Lagos du Traité instituant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
	<b>25 juin</b> – Signature à Lagos de l'accord portant création de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest par la BCEAO et les Banques Centrales de six pays de la sous-région (Gambie, Ghana, Libéria, Mali, Nigéria, Sierra Leone). L'accord est entré en application le 1 <sup>er</sup> juillet 1976 et constitue le premier du genre en Afrique. L'institution a son siège à Freetown, en Sierra Leone, et est dirigé par un Secretariat Exécutif.			



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1975		<p><b>9 juillet</b> – Une décision du Gouverneur Abdoulaye FADIGA réorganise les Services Centraux de la BCEAO Désormais le Siège comporte : le Gouvernement et sept Directions Centrales. Le Gouvernement comprend : le Gouverneur, le Vice-Gouverneur, le Secrétaire Général, leur Secrétariat ainsi que les services rattachés, et notamment un corps de Conseillers. Les Directions Centrales sont : la Direction des Affaires Administratives et Sociales, la Direction du Crédit, la Direction des Etudes, la Direction de la Formation Professionnelle, la Direction de l'Inspection, la Direction des Opérations Financières, la Direction des Titres, du Portefeuille, des Emprunts et des Prêts.</p>		
		<p><b>11 juillet</b> – Date d'effet de la décision du Gouverneur Abdoulaye FADIGA du 9 juillet 1975 nommant M. Michel DURAND, Directeur des Opérations Financières, M. Marcel KODJO, Directeur du Crédit, M. Mamadou Boubacar N'DIAYE, Directeur de l'Inspection, M. Alassane OUATTARA, Directeur des Etudes, M. Marcel VUILLOD, Directeur des Titres, du Portefeuille, des Emprunts et des Prêts.</p>		
	<p><b>Août</b> – Création par l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) du Centre Africain d'Etudes Monétaires (CAEM). Le Centre débutera ses activités à Dakar en 1978.</p>	<p><b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Africanisation de la BCEAO : entrée en vigueur du statut du personnel de la BCEAO, mis au point dans le courant de l'année. De son application, il résulte que seuls les agents d'encadrement ressortissants des Etats de l'Union peuvent désormais être investis de fonctions d'autorité.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1976			<p><b>12 janvier</b> – Première réunion du Comité de Direction de la BOAD. Conformément à l'article 18 des statuts de la BOAD et sur proposition du Gouvernement du Niger, le Comité procède à la nomination de Monsieur Harouna BEMBELLO au poste de Vice-Président de la BOAD.</p>	<p><b>8 janvier</b> – Réuni à Kingston (Jamaïque) les 7 et 8 janvier 1976, le Comité intérimaire du Fonds Monétaire International (FMI) décide de mettre un terme officiellement au statut légal international de l'or en tant qu'étalon de change. C'est la fin du système monétaire international de Bretton Woods qui reposait sur la convertibilité or du Dollar américain.</p>
		<p><b>30 janvier</b> – Africanisation de la BCEAO : décision prévoyant que des responsabilités conférant une autorité peuvent être attribuées, à titre exceptionnel et par décision du Gouverneur, à certains agents du cadre de coopération technique, quand les circonstances le justifient.</p>		
		<p><b>31 mars</b> – Au cours d'une brève cérémonie dans son cabinet, le Président Léopold Sédar Senghor signe le parchemin à insérer dans la brique à l'occasion de la pose de la première pierre du Siège de la BCEAO.</p>		
		<p><b>30 avril</b> – Une décision du Gouverneur précise l'organisation interne des Directions Centrales de la BCEAO. Dans le souci d'uniformiser et d'améliorer l'organisation et la gestion des agences principales, elles ont été dotées de structures-types proches de celles arrêtées pour le Siège.</p>		
		<p><b>14 mai</b> – M. Abdou DIOUF, Premier Ministre du Sénégal, pose la première pierre du Siège de la BCEAO à Dakar.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1976	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Mise en circulation d'un billet de 10.000 FCFA, le premier du genre dans l'histoire du franc CFA. Par ailleurs, pour la première fois, dans l'histoire de l'émission monétaire de l'Union, un billet de banque portait des signatures africaines : celles du Gouverneur de la BCEAO et du Président du Conseil des Ministres de l'UMOA.			
1977		<b>21 mars</b> – Signature à Dakar de l'Accord de siège entre le Gouvernement du Sénégal, représenté par M. Assane SECK, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères et M. Abdoulaye FADIGA, Gouverneur de la BCEAO.		
		<b>18 avril</b> – Date d'effet de la nomination de M. Charles Konan BANNY aux fonctions de Directeur des Titres, du Portefeuille, des Emprunts et des Prêts.		
		<b>22 juin</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso).		
		<b>5 août</b> – Par décision n° 32/77 du Gouverneur de la BCEAO est créé le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB). Ce centre a ouvert ses portes le 3 octobre 1977, à Dakar, avec 28 stagiaires de l'encadrement supérieur et 35 stagiaires de l'encadrement moyen, recrutés sur concours.		
		<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Date d'effet de la nomination de Patrice KOUAME aux fonctions de Directeur des Opérations Financières.		
		<b>7 novembre</b> – Date d'effet de la nomination de M. Oumarou SIDIKOU en qualité de Directeur des Affaires Administratives et Sociales.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1978		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Nomination de M. Djibril SAKHO aux fonctions de Directeur de la Formation Professionnelle. Chacune des sept Directions Centrales de la BCEAO a désormais un cadre ressortissant de l'Union à sa tête.		
	<b>3 avril</b> – La BCEAO met en circulation un nouveau billet de 5.000 FCFA. Le poisson-scie stylisé apparaît pour la première fois sur un billet de la BCEAO.	<b>18 mai</b> – Début des opérations de transfert des archives de la BCEAO de Paris à Dakar.		
		<b>3 juin</b> – Le personnel de la BCEAO quitte Paris pour s'installer à Dakar.		
		<b>15 juin</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO décide de maintenir à Paris, dans une partie des locaux de l'ancien Siège, un Bureau destiné à remplir les fonctions d'intervention et d'information pour le compte du Siège. Ce Bureau fonctionnant sous la responsabilité d'un délégué du Gouverneur a commencé ses activités le 1 <sup>er</sup> juillet 1978, avec un effectif de 12 agents.		
		<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Fin des opérations de transfert du Siège de la BCEAO de Paris à Dakar. Tous les Services de la Banque sont désormais installés à Dakar.		
1979				<b>13 mars</b> – Mise en place du Système monétaire européen (SME) qualifié de serpent monétaire amélioré, la principale nouveauté par rapport au serpent étant la création de l'Ecu (European Currency Unit).
		<b>4 avril</b> – Signature d'un accord entre le Gouvernement de la République Française et la BCEAO, relatif à l'établissement à Paris d'un Bureau de l'Institut d'émission et à ses privilèges et immunités sur le territoire français.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1979		<b>26 mai</b> – Inauguration à Dakar du Siège de la BCEAO en présence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays de l'Union.		
		<b>1<sup>er</sup> juillet</b> - Création de la Caisse de Retraite par Répartition des Agents d'Encadrement de la BCEAO (CRRAE-BCEAO), devenue CRRAE-UMOA en janvier 1985, puis Caisse de Retraite par Répartition avec Epargne de l'UMOA, en février 2006.		
	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Mise en circulation d'un nouveau billet de 500 FCFA.			<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Nouvelle politique monétaire aux USA. Paul VOLCKER, nommé Président de la Réserve Fédérale, augmente les taux d'intérêt qui sont restés élevés jusqu'en 1984.
1980		<b>11 juillet</b> – Inauguration de l'agence auxiliaire de Lama-Kara (Togo) par son Excellence Gnassingbé EYADEMA, Président de la République togolaise. L'agence a débuté ses activités en juin de la même année.		
		<b>22 juillet</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de Parakou (Bénin).		
		<b>8 septembre</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de San Pedro (Côte d'Ivoire).		<b>22 septembre</b> – Début de la guerre irako-iranienne qui va durer 8 ans et entraîner le 2 <sup>ème</sup> choc pétrolier. Le prix du pétrole flambe et atteint 41 dollars le baril.
		<b>30 septembre</b> – Premier exercice de la BCEAO affichant un solde négatif du compte d'opérations qui le restera jusqu'en 1984.		
		<b>2 octobre</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de Man (Côte d'Ivoire).	<b>23 décembre</b> – Demande d'adhésion du Mali à l'UMOA.	
1981		<b>6 avril</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de Maradi (Niger).		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1981	<b>22 juin</b> – Mise en circulation du dernier billet de la gamme 1976-1981 qui s'est échelonnée comme suit : billet de 10.000 FCFA, le 1 <sup>er</sup> octobre 1976 ; billet de 5.000 FCFA, le 3 avril 1978 ; billet de 500 FCFA le 1 <sup>er</sup> octobre 1979 ; billet de 1.000 FCFA, le 22 juin 1981.			
1982		<b>25 janvier</b> – Décret n° 82-102 portant publication de l'accord signé, à Paris, le 4 avril 1979, entre le gouvernement de la République française et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) relatif à l'établissement à Paris d'un Bureau de la BCEAO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français.	<b>6 février</b> – Nomination de Monsieur Aboubakar BABA MOUSSA à la présidence de la BOAD en remplacement de M. Pierre Claver DAMIBA.	
		<b>19 mai</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de Ziguinchor (Sénégal).		
		<b>29 mai</b> – La Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA, réunie à Cotonou, se prononce pour la modification de l'article 41 des statuts de la BCEAO et l'article 18 des statuts de la BOAD, selon lesquels les mandats des dirigeants des institutions en question n'étaient pas renouvelables.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1982	<p><b>28 juin- 9 juillet</b> – Séminaire sur la réglementation des changes des pays de l'UMOA à Dakar, regroupant des hauts fonctionnaires des Etats membres, des cadres de la BCEAO, des experts de la Banque de France, du Trésor français et du Fonds Monétaire International. Ce séminaire avait pour but la recherche d'une uniformisation et d'une adaptation des législations des relations financières extérieures des Etats conformément à l'article 22 du Traité du 14 novembre constituant l'UMOA.</p>	<p><b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA procède à la modification des statuts de la BCEAO et de la BOAD. L'alinéa 1 de l'article 41 des statuts de la BCEAO est modifié de même que les alinéas 1 et 3 de l'article 18 des statuts de la BOAD permettant désormais la nomination du Gouverneur de la BCEAO, du Président et du Vice-Président de la BOAD pour un mandat renouvelable.</p>		
	<p><b>2 novembre 1982</b> - l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité de l'UMOA, une pièce commémorative de 5.000 francs CFA en argent avait été frappée par la BCEAO en 200.000 exemplaires et mis en circulation. L'avvers la pièce est illustrée de six colombes, représentant les six Etats membres de l'Union, ainsi que l'inscription « <i>Renforcement de la solidarité et de la cohésion de l'Union monétaire</i> ». Le revers comporte la représentation du poisson-scie avec les dates « <i>1<sup>er</sup> novembre 1962 – 1<sup>er</sup> novembre 1982</i> ».</p>			
		<p><b>20-21 décembre</b> – Lors de leur conférence à Yamoussoukro, les Chefs d'Etat de l'UMOA, soucieux de doter leur Institut commun d'émission de locaux fonctionnels en rapport avec la masse et l'importance grandissantes des opérations de gestion de la monnaie et du crédit, décident de la reconstruction de nouveaux immeubles pour y abriter les Agences Principales de la BCEAO.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1983		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Date d'effet de la nomination de M. Alassane OUATTARA au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de M. Charles Bila KABORE.		
		<b>3 janvier</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Abengourou (Côte d'Ivoire).		
		<b>26 septembre</b> – Ouverture de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Korhogo (Côte d'Ivoire).	<b>31 octobre</b> – La Conférence des Chefs d'Etat réunie à Niamey décide de l'adhésion du Mali à l'UMOA.	
		<b>30 décembre</b> – La Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA, réunie à Niamey, décide de lancer la reconstruction des agences principales de la BCEAO. Le programme de reconstruction débutera en 1984.		
1984			<b>17 février</b> – Signature de l'accord d'adhésion du Mali à l'UMOA.	
		<b>1<sup>er</sup> juin</b> – Une Direction Nationale de la BCEAO a été instituée au Mali, à la suite de l'adhésion du pays à l'UMOA.		
1985		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Date d'effet de la nomination de M. Boubakar Amadou HAMA au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de M. Alassane OUATTARA, nommé Directeur du Département Afrique du Fonds Monétaire International.		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1986				<b>Janvier-septembre</b> – Dépréciation du dollar de 10,9%. L'indice général des cours mondiaux (exprimés en francs CFA) des principales matières premières exportées par les pays membres de l'UMOA accuse une baisse de 11,5%, entre les mois de janvier et de septembre.
		<b>11 novembre</b> – Début des activités de l'agence auxiliaire de Mopti (Mali).		
1987			<b>12-13 février</b> – Séminaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Yamousoukro sur le thème « Ajustement, croissance et dette dans les pays de l'UMOA ». Les réflexions sur ce thème ont été poursuivies au cours d'un autre séminaire ministériel tenu le 13 juillet de la même année à Abidjan.	
			<b>Juin</b> – Le Président Félix Houphouët-BOIGNY décide de suspendre le remboursement de la dette de son pays estimée à plus de 10 milliards de dollars. Cette mesure a été dictée par le fait que la RCI perd, depuis 1986, environ 600 milliards de francs CFA par an, en raison de la chute des cours du cacao.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1987		<p><b>22 juillet</b> – Une délégation française conduite par M. Pierre MESSMER, député à l'Assemblée Nationale, ancien Gouverneur des colonies de Mauritanie puis de Côte d'Ivoire et ancien Premier Ministre, s'est entretenue, durant son séjour au Sénégal, avec le Gouverneur de la BCEAO, M. Abdoulaye FADIGA. A cette occasion, elle a fait connaître l'appui de la France au maintien de la parité du franc CFA. Toutefois, elle a marqué sa vive préoccupation quant aux incidences de la situation du crédit sur la valeur de la monnaie et émis certaines suggestions pour améliorer la qualité de la distribution du crédit et assainir le système bancaire.</p>		
		<p><b>19-21 octobre</b> – A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'UMOA, prenant la mesure de la grave crise qui frappe les Etats de cette Zone depuis le début les années 80, la BCEAO convie 105 personnalités à participer à un symposium dont le thème est : « <i>L'Union Monétaire face aux défis du financement du développement et de l'intégration économique</i> ».</p>		
		<p><b>30 septembre</b> – Le compte d'opérations de la BCEAO affiche un solde déficitaire. Il en sera ainsi jusqu'au 30 septembre 1989.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1988		<b>15 septembre</b> – A la suite de la Conférence des Chefs d'Etat, tenue les 7 et 8 août 1988 à Cotonou, le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de modifier les articles 42, 43, 45, 47, 50 et 55 des statuts de la BCEAO. En substance, le Gouverneur est assisté désormais par deux Vice-Gouverneurs dont les mandats sont renouvelables.		
		<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Date d'effet de la nomination de M. Ousmane OUEDRAOGO, en remplacement de M. Boubakar Amadou HAMA, et de M. Oumarou SIDIKOU aux postes de Vice-Gouverneurs de la BCEAO. L'organigramme de la Banque Centrale comporte désormais deux postes de Vice-Gouverneur.		
		<b>11 octobre</b> – Décès de Monsieur Abdoulaye FADIGA, premier Gouverneur de la BCEAO.		
		<b>28 octobre</b> – M. Alassane OUATTARA, Directeur du Département Afrique du Fonds Monétaire International et ancien Vice-Gouverneur (1983-1984), est nommé Gouverneur de la BCEAO.		
		<b>22 décembre</b> – Prestation de serment de M. Alassane OUATTARA, Gouverneur de la BCEAO.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1989		<p><b>15 février</b> – Décision n° 23-02-89 du Gouverneur portant création du Comité de conjoncture de la BCEAO. Ce Comité est chargé d'analyser l'évolution de la situation économique et financière internationale ainsi que celle des pays de l'Union. Il doit en outre suivre les principaux indicateurs économiques et financiers et faire des recommandations au Gouvernement de la Banque concernant l'orientation de l'action monétaire de l'Institut d'Emission.</p>		
	<p><b>29 mars</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA prend la décision de renouveler la gamme de billets de la BCEAO et demande l'examen de l'opportunité de la mise en circulation d'une pièce de 250 FCFA.</p>			
	<p><b>11-13 mai</b> – Symposium de Yamoussoukro sur le réexamen des règles et des instruments de la politique monétaire issus de la réforme de 1975. Les réflexions au cours de ce séminaire ont débouché sur des propositions concrètes de réaménagement de certains aspects de la politique monétaire. Sur la base des orientations ainsi retenues, ont été élaborées les « Nouvelles Directives de la Politique Générale de la Monnaie et du Crédit », ainsi que les règles d'intervention de la Banque Centrale.</p>	<p><b>10 juin</b> – Inauguration de l'Avenue Abdoulaye FADIGA. Le Conseil Municipal de la ville de Dakar a décidé, en hommage à la mémoire du Gouverneur Abdoulaye FADIGA, de baptiser de son nom l'Avenue du Barachois qui passe devant le Siège de la BCEAO.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1989		<b>23 juin</b> – Décision n° 86-06-89 du Gouverneur portant organisation des archives de la BCEAO.		
	<b>19 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA adopte les « <i>Nouvelles Directives de Politique Générale de la Monnaie et du Crédit</i> », ainsi que les règles d'intervention de la Banque Centrale.			
	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Entrée en vigueur de la nouvelle Réforme de la politique monétaire.			
	<b>2 octobre</b> – La BCEAO procède à l'unification de ses taux pour accroître l'efficacité de ses interventions. Ainsi, un taux d'escompte unique s'est substitué au taux d'escompte normal (TEN) et au taux d'escompte préférentiel (TEP). A l'exception des avances aux Trésors nationaux qui bénéficiaient d'un taux spécial indexé sur celui du marché monétaire à un jour, tous les concours de la Banque Centrale sont désormais effectués au taux d'escompte.			<b>10 novembre</b> – Chute du Mur de Berlin (nuit du 9 au 10 novembre)marquant le début du processus de réunification de l'Allemagne.
				<b>Décembre</b> – Début de la guerre civile au Libéria.
1990		<b>Janvier</b> – Parution du premier numéro de « <i>L'Union</i> », le trimestriel d'information du personnel de la BCEAO.		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Suspension par la France du contrôle des changes.
		<b>13 janvier</b> – Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Principale de Lomé.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1990		<b>23-24 février</b> – La BCEAO, prenant en compte les difficultés inhérentes à la conduite, par les Etats membres de l'Union, de politiques budgétaires divergentes, a organisé à Ouagadougou un séminaire ministériel sur la convergence des politiques budgétaires nationales et leur harmonisation avec la politique monétaire commune.		
	<b>24 avril</b> – Signature de la convention portant création de la Commission Bancaire de l'UMOA qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> octobre 1990.	<b>2 mai</b> – Inauguration du bâtiment de l'Agence Principale de la BCEAO à Niamey.		<b>20 juin</b> – Sommet franco-africain de la Baule, au cours duquel le Président français, M. François MITTERAND, a précisé que désormais son pays liera sa contribution aux efforts qui seront accomplis par les pays africains pour aller vers plus de démocratie.
		<b>2 août</b> – Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Principale de la BCEAO à Ouagadougou.		
		<b>16 août</b> – Inauguration du nouvel immeuble abritant l'Agence Principale de la BCEAO à Abidjan.		
		<b>18 septembre</b> – Adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA du Protocole relatif aux privilèges et immunités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cet acte a été annexé aux statuts de la BCEAO dont il fait partie intégrante.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1990	<p><b>1<sup>er</sup> octobre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les parlements nationaux des Etats membres de l'Union commencent l'examen du projet de loi-cadre portant réglementation bancaire, adopté par le Conseil des Ministres de l'UMOA du 19 septembre 1989. Ce réaménagement vise à adapter le cadre réglementaire de l'exercice de l'activité bancaire au nouveau dispositif de gestion monétaire de la BCEAO, ainsi qu'à uniformiser les législations bancaires nationales et à les mettre en harmonie avec le contenu de la convention portant création de la Commission Bancaire de l'UMOA. Les dispositions elles-mêmes portent sur l'organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant, la protection des déposants et le contrôle des banques et établissements financiers.</li> <li>- Démarrage des activités de la Commission Bancaire de l'UMOA.</li> </ul>	<p><b>16 octobre</b> – Signature de l'Accord entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Abidjan de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine et à ses privilèges et immunités sur le territoire ivoirien.</p>	<p><b>6 novembre</b> – Le Gouverneur de la BCEAO, M. Alassane OUATTARA, est nommé Premier Ministre de la Côte d'Ivoire.</p>	
		<p><b>4 décembre</b> – M. Charles Konan BANNY, Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire, est nommé Gouverneur par intérim de la BCEAO.</p>		
		<p><b>14 décembre</b> – Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou.</p>		
1991			<p><b>18-19 mars</b> – Séminaire du Conseil des Ministres de l'UMOA sur l'intégration économique, tenu à Saly Portudal (Sénégal).</p>	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1991	<b>9-10 avril</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA et le Conseil d'Administration de la BCEAO autorisent la création et la mise en circulation d'une pièce de 250 FCFA.	<b>9-10 avril</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est tenu le 1 <sup>er</sup> Colloque BCEAO/Universités-Centres de Recherche sur le thème « Politique monétaire et environnement économique ».		
		<b>11 avril</b> – Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence principale de la BCEAO à Dakar.		
	<b>3 juin</b> – Dans l'objectif d'amener les banques à exercer pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne la qualité de leurs emplois, un dispositif d'accords de classement a été institué par la BCEAO en lieu et place des autorisations préalables. Après une période dérogatoire, de 1992 à 1998, le dispositif a été pleinement appliqué à compter du 23 avril 1999.			<b>3 juin</b> – Signature à Abuja (Nigéria) du Traité instituant la Communauté Economique Africaine.
	<b>2 septembre</b> – Mise en circulation du billet de 500 FCFA inaugurant une nouvelle gamme dont les autres coupures seront disponibles au public respectivement le 20 janvier 1992 pour le billet de 1.000 francs, le 2 novembre 1992 pour le billet de 2.500 et le 19 septembre 1994 pour les billets de 5.000 et 10.000 FCFA.			
	<b>26 septembre</b> – En vue d'uniformiser la gamme de signes monétaires en circulation, le Conseil des Ministres de l'Union décide le retrait de circulation et l'annulation des billets de la BAO, de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo et de la BCEAO type 1961 ainsi que de la pièce de 2 FCFA .			



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1991	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – La BCEAO met en place une Mission pour conduire un chantier visant l'adoption d'un plan comptable uniforme applicable aux banques et établissements financiers de l'Union.	<b>1<sup>er</sup> octobre</b> – Décision n° 196-10-91-11 portant nomination du Chargé de Mission pour la Réalisation de la Centrale des Bilans.		<b>3 octobre</b> – Les Ministres de l'Economie et des Finances de la Zone Franc ont approuvé le projet de création d'un Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne "AFRISTAT" au cours de leur réunion à Paris.
		<b>1<sup>er</sup> novembre</b> – Création du Bureau de l'Organisation et de l'Informatique en vue de donner une impulsion au processus d'informatisation des opérations de la BCEAO. Ce Bureau sera transformé, en 1993, en Direction Centrale de l'Organisation et de l'Informatique.		<b>10 décembre</b> – Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de douze pays européens, réunis en Conseil les 9 et 10 décembre 1991 à Maastricht, s'accordent sur le traité instituant l'Union européenne.
1992				<b>7 février</b> – Signature du Traité de Maastricht, qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> novembre 1993.
	<b>3 juin</b> – Mise en œuvre des accords de classement.		<b>8 juin</b> - M. Younoussi TOURE, Directeur National de la BCEAO pour le Mali, est nommé Premier Ministre de son pays.	
			<b>2 juillet</b> – A l'issue de leur 7 <sup>e</sup> Conférence, tenue à Dakar, les Chefs d'Etat de l'Union ont adopté les orientations du rapport du Gouverneur de la BCEAO sur l'intégration économique et l'ont mandaté pour leur soumettre, avant la fin de l'année 1992, un projet de traité de l'Union Economique à instituer entre les Etats membres.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1992		<b>30 novembre-1<sup>er</sup> décembre</b> – Pour commémorer le 30 <sup>e</sup> anniversaire de l'UMOA, la BCEAO organise un symposium ayant pour thème « <i>L'Union Monétaire Ouest-Africaine : 30 ans de coopération monétaire, bilan et perspectives</i> ».		<b>23-25 juillet</b> – Au cours de sa réunion tenue à Dakar, le Conseil des Ministres de la CEDEAO entérine la proposition du Comité des Gouverneurs de banques centrales des pays membres de la CEDEAO relative à la transformation de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) en Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO).
	<b>16 décembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de la libéralisation des conditions de banque. Cette décision entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> octobre 1993.			
1993		<b>1<sup>er</sup> mars</b> – Institution du Régime Complémentaire du Personnel Non Cadre (RCPNC), géré par la CRRAE-UMOA qui a permis de porter à 70% de la dernière rémunération de base, la pension globale versée au personnel non cadre de la BCEAO.		
				<b>24 juillet</b> – Signature à Cotonou du Traité Révisé de la CEDEAO. Il réaffirme le Traité signé à Lagos le 28 mai 1975 et prend en considération ses acquis.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1993	<b>28 juillet</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé, sur proposition de la BCEAO, de suspendre pour compter du 2 août 1993 le rachat des billets BCEAO exportés hors du territoire des pays africains membres de la Zone Franc. Cette mesure vise à soutenir les actions déjà entreprises dans le cadre des programmes d'ajustement .			
	<b>2 août</b> – Suspension par la BCEAO du rachat des billets de son émission exportés hors du territoire des pays africains membres de la Zone Franc.	<b>16 septembre</b> – Nomination de M. Boukary ADJI et de M. Kadré Désiré OUEDRAOGO aux fonctions de Vice-Gouverneurs de la BCEAO.		
			<b>17 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'Union donne mandat au Gouverneur de la BCEAO pour entamer les négociations en vue de l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA.	<b>17 septembre</b> – Entrée en vigueur de la décision des Autorités de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) de suspendre le rachat des billets de leur émission exportés dans la Zone UMOA.
	<b>1<sup>er</sup> octobre :</b> - Entrée en vigueur de la libéralisation des conditions de banque décidée par le Conseil des Ministres de l'UMOA et le Conseil d'Administration de la BCEAO lors de leurs réunions des 15 et 16 décembre 1992. - Mise en oeuvre du système de réserves obligatoires prévu par l'article 28 des statuts de la BCEAO - Réaménagement de la grille des taux directeurs de la BCEAO avec l'instauration de trois taux : le taux du marché monétaire ou taux d'appel d'offres, le taux des prises en pension et le taux d'escompte.			<b>17 octobre</b> – Signature à Port-Louis (Ile Maurice) du Traité portant création de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Ce Traité a pour principal objectif de remédier à l'insécurité juridique et judiciaire existant dans les Etats signataires.

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1993		<b>12 novembre</b> – Sur instruction du Gouverneur de la BCEAO a été mise en place une cellule de recherche au sein de la Direction Centrale des Etudes et de la Prévision. Cette cellule devait analyser la politique monétaire et, de façon générale, la politique macroéconomique des pays de l'Union et mener des études sur d'autres sujets de portée plus générale, susceptibles de contribuer à accroître l'efficacité de l'action de l'institut d'émission.		
		<b>22 novembre</b> – M. Charles Konan BANNY, Gouverneur par intérim, est nommé Gouverneur de la BCEAO, pour compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1994.	<b>15 décembre</b> - M. Daniel Kablan DUNCAN, Directeur central du Patrimoine et de l'Informatique de la BCEAO, est nommé Premier Ministre de la Côte d'Ivoire.	
	<b>17 décembre :</b> - Le Conseil des Ministres de l'Union adopte un projet de réglementation-cadre devant régir les activités des institutions mutualistes et coopératives d'épargne et de crédit.  - Le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition de la BCEAO, décide de suspendre, à compter du 20 décembre 1993, le rachat des billets BCEAO détenus en zone BEAC et d'instaurer une commission de 2 % maximum (toutes taxes incluses) pour service rendu sur les opérations de change manuel, effectuées par les banques de l'UMOA, entre les billets émis par la BCEAO et les billets francs français.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1994			<b>10 janvier</b> – Signature à Dakar du Traité instituant l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).	
	<b>12 janvier</b> – Changement de parité du franc CFA par rapport au franc français. Le franc CFA est dévalué de 50% par rapport au franc français. La décision a été annoncée dans la nuit du 11 janvier 1994.	<b>31 mars</b> – Prestation de serment du Gouverneur Charles Konan BANNY. A cette occasion une conférence ayant pour thème « La situation économique et financière africaine résultant de la modification de la parité du FCFA » s'est tenue au Siège de la BCEAO le 30 mars.		<b>1<sup>er</sup> avril</b> – Les Ministres du commerce des Etats signataires du GATT signent à Marrakech l'acte de fondation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).
		<b>11 avril</b> – Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Principale de la BCEAO à Bamako.		
		<b>13 mai</b> – Attaque à la roquette d'un fourgon blindé de la BCEAO à Lomé.		
		<b>29 juillet</b> – Par décision n° 70-07-94 du Gouverneur de la BCEAO, a été créé le Comité Historique chargé de la rédaction de l'histoire de l'UMOA. La cérémonie officielle d'installation de ce Comité s'est déroulée le 12 novembre 1994 au Siège de la BCEAO, à Dakar.	<b>1<sup>er</sup> août</b> – Entrée en vigueur du Traité de l'UEMOA.	
			<b>22 décembre</b> – Réuni à Lomé, le Conseil des Ministres de l'Union, en application des dispositions de l'article 18 des Statuts de la BOAD et sur proposition du Gouvernement de la République du Bénin, décide de nommer Monsieur Boni YAYI, en qualité de Président de cette institution, en remplacement de M. Aboubakar BABA-MOUSSA.	
			<b>Décembre</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Mali, le Comité de Direction de la BOAD nomme Monsieur Alpha TOURE au poste de Vice-Président de l'Institution.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1995			<b>27 janvier</b> – Installation à Ouagadougou de la Cour de Justice de l'UEMOA.	
			<b>30 janvier</b> – Installation à Ouagadougou de la Commission de l'UEMOA et nomination à sa tête de Monsieur Ousmane SECK en qualité de Président.	
		<b>22 février</b> – Transfert officiel des dossiers relatifs au projet d'intégration économique à la Commission de l'UEMOA.		
		<b>29-30 juin</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est tenu le 2 <sup>e</sup> Colloque BCEAO/Universités-Centres de Recherche sur le thème « Politique monétaire, croissance et intégration économique ».		
		<b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Inauguration du Centre Aéré de la BCEAO à Dakar-Yoff. L'édification de ce complexe entre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sociale de la BCEAO.		
		<b>6 septembre</b> – Signature du protocole d'accord entre la BCEAO et le Conseil des Ministres de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest portant sur les conditions et modalités de cession du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) à la BCEAO.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1995	<b>29 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA, réuni en session ordinaire à Bamako a approuvé et proposé aux Etats, pour adoption, le projet de loi uniforme relatif aux instruments de paiement dans l'UMOA.	<b>16 novembre</b> – Signature du protocole d'accord, portant sur les conditions et modalités de cession du CESAG à la BCEAO, entre le Gouvernement du Sénégal, représenté par le Ministre de l'Economie et des Finances, M. Papa Ousmane SAKHO et le Gouverneur de la BCEAO, M. Charles K. BANNY.		
1996	<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Entrée en vigueur du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA.		<b>31 janvier</b> – M. Boukary ADJI, Vice-Gouverneur de la BCEAO, est nommé Premier Ministre de la République du Niger.	
			<b>6 février</b> - M. Kadré Désiré OUEDRAOGO, Vice-Gouverneur de la BCEAO, est nommé Premier Ministre du Burkina Faso.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1996		<p><b>27 février</b> : Décision n° 20-02-96 du Gouverneur, portant organisation des Services de la BCEAO, à la suite de laquelle ont été créés le Cabinet du Gouverneur, le Contrôle Général et trois Départements, dont celui de l'Administration Générale et de la Formation, celui de l'Emission, de la Comptabilité et des Finances, ainsi que celui des Etudes Economiques et de la Monnaie. La cellule de recherche créée au sein de la Direction des Etudes a été érigée en Direction de la Recherche et de la Statistique. Dans chacun des Etats membres de l'Union, le Directeur National est désormais assisté d'un Directeur de l'agence principale. Du même jour datent la décision n° 33-02-96 du Gouverneur portant création du Comité Exécutif de la BCEAO et la décision n° 34-02-96 portant création du Comité de Sécurité de la BCEAO chargé de la définition des consignes, des normes et des procédures de sécurité.</p>	<p><b>29 mars</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Sénégal, Monsieur Moussa TOURE est nommé Président de la Commission de l'UEMOA.</p>	
		<p><b>12 mars</b> – Décision n° 55-03-96 du Gouverneur portant organisation des Directions Nationales de la Banque Centrale. Les Directions Nationales comportent désormais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une Direction de l'agence principale ;</li> <li>- un Contrôle de Gestion ;</li> <li>- un Contrôle Interne ;</li> <li>- des Agences Auxiliaires.</li> </ul>		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1996			<p><b>10-11 mai</b> – La Conférence des Chefs d'Etat, réunie à Ouagadougou décide de l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, lui laissant le temps de remplir avant cette date les préalables requis, notamment la réalisation de l'équilibre du bilan de la Banque Centrale de Guinée-Bissau.</p>	
	<p><b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Approfondissement du marché monétaire. Le système de gestion monétaire de la BCEAO comprend désormais trois volets essentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le marché monétaire par voie d'appel d'offres et le marché interbancaire ;</li> <li>- les procédures permanentes de refinancement ;</li> <li>- le système des réserves obligatoires.</li> </ul>		<p><b>1<sup>er</sup> juillet</b> – Mise en place d'un régime tarifaire préférentiel transitoire des échanges au sein de l'UEMOA constituant un jalon important dans le processus d'unification des marchés nationaux dans l'espace UEMOA. Ce régime institue une libre circulation des produits du cru en franchise de toute taxe et un abattement de 30% des droits d'entrée applicables aux produits industriels originaires agréés de l'Union ainsi qu'un Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), en prélude à l'établissement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, d'une union douanière.</p>	
		<p><b>2 juillet</b> – Nomination de M. Damo Justin BARO en qualité de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de M. Kadré Désiré OUEDRAOGO.</p>	<p><b>3 juillet</b> – Signature de la Convention portant création du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).</p>	
		<p><b>8 juillet</b> – La BCEAO organise, à Abidjan, une Table ronde destinée à recueillir les intentions de souscription au capital de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières et du Dépositaire Central/Banque de Règlement.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1996		<p><b>12 juillet</b> – Par décision n° 197-07-96, M. Mbaye Diop SARR est nommé Représentant Résident du Gouverneur auprès de la Commission de l'UEMOA.</p>	<p><b>20 décembre</b> – Réuni à Cotonou, le Conseil des Ministres de l'Union adopte le règlement communautaire relatif au Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA). Cette décision rend obligatoire l'application du nouveau référentiel comptable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998.</p>	
1997		<p><b>15-17 janvier</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est déroulé le transfert des dossiers relatifs à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières et au Dépositaire Central/Banque de Règlement à leur Conseil d'Administration commun.</p>	<p><b>19 janvier</b> – Signature de l'accord d'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA.</p>	
			<p><b>10-11 avril</b> – Séminaire ministériel de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) sur « <i>L'accélération de la croissance économique dans les pays membres de l'UEMOA</i> ».</p>	
			<p><b>2 mai</b> – Entrée en vigueur de l'accord d'adhésion de la Guinée-Bissau à l'UMOA.</p>	
		<p><b>10 septembre</b> – Réuni à Dakar le Conseil d'Administration de la BCEAO approuve le plan d'évaluation du système d'information de la Banque Centrale. Le précédent projet d'envergure, le schéma directeur informatique, remonte à 1988.</p>	<p><b>11 septembre</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil des Ministres de l'UMOA nomme Monsieur Léon NAKA au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) à compter du 20 octobre 1997.</p>	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1997		<b>21-22 octobre</b> – La Banque Centrale a transmis les dossiers afférents au projet du CREPMF aux membres du Conseil Régional lors d'un séminaire, consacrant la fin de la mission qui lui avait été confiée pour la mise en place des structures centrales du marché.		
	<b>28 novembre</b> – Adoption par le Conseil des Ministres de l'Union du règlement général portant sur l'organisation, le fonctionnement et le contrôle du marché financier de l'UMOA.			
1998		<b>11-12 mai</b> – Séminaire interne de réflexion stratégique sur l'avenir de la BCEAO, tenu à Dakar sous la présidence du Gouverneur de la BCEAO.		
				<b>6 juillet</b> – Acceptation par les pays de l'Union Européenne du principe de l'arrimage du FCFA à la future monnaie unique européenne.
		<b>1<sup>er</sup> août</b> – Décision n° 118-08-98 du Gouverneur de la BCEAO portant création de la Mission pour la Réforme des Systèmes et Moyens de Paiement (MRSMP) dans les Etats membres de l'UEMOA.		
		<b>4 septembre</b> – Décision n° 154-09-98 du Gouverneur portant réorganisation des services de la BCEAO. Une nouvelle Direction, celle de la Communication, est créée.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1998	<b>16 septembre</b> – Démarrage des activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UMOA .	<b>23 septembre</b> – Renouvellement des mandats de MM. Boukary ADJI et Damo Justin BARO aux postes de Vice-Gouverneurs de la BCEAO, pour une durée de 5 ans, à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 1998.		
		<b>12 octobre</b> – Parution du 1 <sup>er</sup> numéro d'Infos Flash, le bulletin d'information interne de la BCEAO.		
		<b>3 novembre</b> – Décision n° 168-11-98 du Gouverneur portant transformation du Bureau de la BCEAO à Paris en Représentation de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération.		
	<b>13 novembre</b> – Décision n° 169-11-98 du Gouverneur portant organisation du Gouvernement de la Banque Centrale qui comprend, outre le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs, le Secrétaire Général, le Secrétaire Général Adjoint, le Conseiller Spécial du Gouverneur, le Directeur de Cabinet du Gouverneur et les Conseillers du Gouverneur.			
	<b>20 novembre</b> – Adoption par le Conseil des Ministres du Règlement R09 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union.			
1999	<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Entrée en vigueur du dispositif de l'agrément unique à travers l'Instruction n° 01/RB du 31/12/1998. Le principe avait déjà été adopté par le Conseil des Ministres de l'Union, le 3 juillet 1997, et les modalités pratiques, le 25 septembre 1998.			<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Arrimage du Franc CFA à l'euro. Le FCFA est défini par rapport à l'euro selon une parité fixe (Euro juridique).

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1999	<b>1<sup>er</sup> février</b> – Entrée en vigueur du nouveau dispositif de la réglementation des changes de l'Union. Ce dispositif prend en compte l'adhésion en 1996 des Etats membres de l'Union au régime de l'article VIII des statuts du FMI, qui prescrit la libéralisation totale des transactions courantes et s'inscrit dans la perspective d'une libéralisation progressive des opérations en capital.			
	<b>1<sup>er</sup> mars</b> – Démarrage des opérations de change manuel aux guichets des agences de la BCEAO, portant sur le dollar américain, le franc suisse, le mark allemand, la livre sterling et l'escudo portugais. Avant cette date, seul le franc français était concerné.	<b>Mars</b> – Dans le cadre de la modernisation de ses instruments de travail, la BCEAO a mis en service un réseau de communication par satellite dénommé VSAT (Very Small Aperture Terminal).		
	<b>25-26 mars</b> – Le Conseil des Ministres de l'Union décide la démonétisation des billets BCEAO, types 1976-1981.			
	<b>23 avril</b> – Après une période dérogatoire de 1992 à 1998, le dispositif d'accords de classement, institué en 1991, est entré en application.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
1999	<b>17 juin</b> – Le Conseil des Ministres arrête de nouvelles règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2000. Ces règles portent sur les conditions d'exercice de la profession, la réglementation des opérations effectuées par les banques et établissements financiers, les normes de gestion.	<b>17 juin</b> – Renouvellement du mandat du Gouverneur de la BCEAO, M. Charles Konan BANNY, pour une période de six ans, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2000.		
	<b>30 juillet</b> – Création d'une Mission chargée de la Réglementation et du Développement de la Microfinance (MRDM). Rattachée au Cabinet du Gouverneur, cette Mission regroupe les deux projets d'appui de la BCEAO au secteur de la microfinance : le Programme d'Appui aux Structures Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (PASMEC) et le Projet d'Appui à l'Application de la Réglementation sur les Mutuelles d'Epargne et de Crédit (PARMEC / AARCEC).	<b>20 décembre</b> – Conformément au mandat donné par le Conseil des Ministres de l'Union, la Banque Centrale met en chantier la création d'un marché de titres publics émis par voie d'adjudication.	<b>20-21 décembre</b> – Réuni au Siège de la BCEAO, à Dakar, le Conseil des Ministres de l'Union procède au renouvellement du mandat du Président de la BOAD, Monsieur Boni YAYI, pour une nouvelle période de 6 ans, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2001.	
			<b>24 décembre</b> – Coup d'Etat militaire en Côte d'Ivoire.	
2000		<b>Janvier</b> – Publication par la BCEAO d'un ouvrage en trois tomes sur l'«Histoire de l'Union Monétaire Ouest Africaine».	<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Entrée en vigueur de l'Union Douanière de l'UEMOA.	
		<b>Février</b> – Mise en service du site intranet au siège de la BCEAO. Son accès a été étendu aux agences et au Secrétariat Général de la Commission Bancaire en octobre de la même année.	<b>21 février</b> – M. Mandé SIDIBE, ancien Directeur central des Relations Internationales et ancien Conseiller Spécial du Gouverneur de la BCEAO, est nommé Premier Ministre de la République du Mali.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2000		<b>28 avril</b> – Visite au Siège de la BCEAO, à Dakar, du Président de la Banque Mondiale, M. James WOLFENSOHN. Cette visite s'inscrit dans le cadre des relations d'étroite coopération qu'entretiennent les deux institutions en matière de renforcement des capacités en Afrique.		
			<b>29 juin-1<sup>er</sup> juillet</b> – Séminaire ministériel organisé à Dakar sur le thème « Stratégie de lutte contre la pauvreté dans les Etats de l'UEMOA ». Au cours de ce séminaire, l'accent a été mis sur la nécessité de mettre en oeuvre des mesures urgentes et hardies visant à faire reculer la pauvreté et asseoir une croissance durable à travers une approche sous-régionale.	
		<b>4 juillet</b> – En séjour au Sénégal dans le cadre d'une tournée qui devait le mener dans divers pays d'Afrique, le Directeur Général du FMI, M. Horst KÖHLER, a effectué une visite au Siège de la BCEAO.		<b>11 juillet</b> – Signature à Lomé de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine (UA) par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). L'UA se substitue ainsi à l'OUA.
		<b>24 juillet</b> – Réorganisation des services de la BCEAO qui entrera en vigueur le 1 <sup>er</sup> août de la même année. La Direction des Affaires Administratives et du Patrimoine ainsi que la Direction de la Sécurité et des Services Généraux ont été supprimées. Le Département de la Sécurité et des Affaires Juridiques, le Département des Projets et Missions, la Direction des Affaires Administratives, la Direction du Contrôle Interne et de Gestion, la Direction du Patrimoine, la Direction des Relations Internationales, la Direction de la Sécurité ainsi que la Direction des Services Généraux ont été créés. Les attributions de la Mission pour la Réalisation de la Centralisation des Incidents de Paiement ont été transférées à la Mission pour la Réforme des Systèmes et Moyens de Paiement.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2000		<b>25 juillet</b> – Décision n° 129-07-200 du Gouverneur portant organisation du Gouvernement de la Banque Centrale qui se compose du Gouverneur, des Vice-Gouverneurs, du Secrétaire Général et des Conseillers Spéciaux. Le Cabinet du Gouverneur et le poste de Secrétaire Général Adjoint ont été supprimés, tandis que le poste d'Assistant du Gouverneur réapparaît dans l'organigramme de la Banque.		
			<b>3 novembre</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Mali, le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de nommer Monsieur Lassana Mouké SACKO au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).	<b>3 novembre</b> – Création du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment de l'Argent en Afrique (GIABA), chargé de promouvoir les législations anti-blanchiment et de faciliter la coordination des activités des Etats membres de la CEDEAO dans ce domaine.
2001		<b>22 janvier</b> – Dans le but de promouvoir le dialogue social et la communication d'entreprise, au Siège de la BCEAO, a été mise en service la boîte à suggestions.		
		<b>23 février</b> – Cérémonie d'inauguration de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Sikasso (Mali).		<b>2 mars</b> – Proclamation de l'Union Africaine (UA) lors du sommet extraordinaire de l'OUA les 1 <sup>er</sup> et 2 mars à Syrte, en Libye. Son acte constitutif entrera en vigueur le 26 mai de la même année.
		<b>9 mars</b> – Cérémonie d'inauguration de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Daloa (Côte d'Ivoire).		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2001	<b>1<sup>er</sup> mai</b> – Démonétisation des billets BCEAO de type 1961 et 1976-1981, des billets de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo, des billets de la BAO ainsi que de la pièce de 2 FCFA.	<b>3-5 mai</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est tenue la 8 <sup>e</sup> conférence des Gouverneurs des Banques Centrales des pays ayant en partage le Français, sur le thème : « <i>Les conditions d'efficacité de la politique monétaire</i> ».		
	<b>6 juillet</b> – Adoption par le Conseil des Ministres de l'UEMOA du règlement n° 06/2001/CM/UEMOA portant sur les bons et obligations du Trésor émis par voie d'adjudication par les Etats membres de l'UEMOA.		<b>9-10 juillet</b> – Séminaire de Bamako sur la « Contribution du secteur financier à la lutte contre la pauvreté dans les Etats membres de l'Union ». Les participants à ce séminaire ont retenu le principe de doter l'UEMOA d'un mécanisme financier à l'échelle régionale.	<b>9-11 juillet</b> – Le 37 <sup>e</sup> et dernier sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), tenu à Lusaka, en Zambie, a consacré la transformation de l'OUA en Union Africaine (UA).
2002				<b>1<sup>er</sup> janvier</b> – Mise en circulation des billets et pièces en euro.
		<b>2 février</b> – Adoption d'un nouveau Statut du personnel de la BCEAO.	<b>Mars-avril</b> – Après le Bénin et le Togo, la Côte d'Ivoire est à son tour touchée par le faux monnayage. Des fausses coupures de 10.000 francs sont écoulées dans ces pays.	
		<b>3 avril</b> – Par décision n° 51-04-2002 du Gouverneur de la BCEAO, est institué le nouveau statut du personnel de la BCEAO qui remplace celui de 1975.		
		<b>11 mai</b> – Début des cérémonies commémoratives du 40 <sup>e</sup> anniversaire de la BCEAO.		
		<b>13 mai</b> – Cérémonie officielle d'ouverture des manifestations du 40 <sup>e</sup> anniversaire de la BCEAO sous la présidence de Son Excellence M <sup>e</sup> Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal. Le même jour furent officiellement inaugurés l'annexe de l'immeuble du Siège de la BCEAO et le Musée de la monnaie.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2002		<b>27 août 2002</b> – Hold-up à l'Agence principale de la BCEAO à Abidjan. L'auteur principal du crime (un agent de la BCEAO) ayant réussi, avec l'aide de complices, à s'échapper avec le butin a été arrêté plus tard à Ouagadougou le 16 septembre 2002 et extradé en Côte d'Ivoire.		
	<b>19 septembre</b> – Consolidation des encours au 31 décembre 2002 des concours monétaires directs de la BCEAO aux Etats membres de l'UMOA et engagement des Trésors nationaux à ne plus recourir aux financements monétaires directs de la Banque Centrale à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2003. - Adoption du Règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA et de la Directive n°08/2002/CM/UEMOA sur les mesures de promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux.		<b>19 septembre</b> – En Côte d'Ivoire éclate une crise socio-politique qui aura une répercussion sur les économies des pays de l'UMOA.	
2003		<b>Janvier</b> – Adoption de la Charte du personnel de la BCEAO.	<b>29 janvier</b> – La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA décide de réaménager le Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité avec le report, à décembre 2005, de l'horizon de convergence et la définition des nouvelles modalités d'évaluation des performances pour fin 2005 ; de renforcer le dispositif institutionnel de surveillance multilatérale et d'instituer un Parlement de l'Union.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2003		<b>29 janvier :</b> - La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, réunie à Dakar, décide de la mise en place d'un Comité de réflexion sur l'évolution institutionnelle de l'Union Monétaire et de la BCEAO. - La BCEAO soumet à la Conférence des Chefs d'Etat le Programme Economique Régional qui vise l'accélération de la croissance économique et du processus d'intégration dans l'Union.		
	<b>31 janvier</b> – La 27 <sup>e</sup> session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Dakar, a décidé du report de la date de création de la zone monétaire unique au-delà de l'horizon 2004, date initialement prévue. Elle a décidé, à cet égard, de reporter la question du choix d'une date définitive à sa réunion de décembre 2005.	<b>11 février</b> – Par décision n° 018-02-03 du Gouverneur de la BCEAO, la Mission pour la Réglementation et le Développement de la Microfinance (MRDM) a été transformée en Direction des Systèmes Financiers Décentralisés (DSFD).		
		<b>17 février</b> – Décision n° 036-02-03 portant création d'un Comité de revue des textes de base de l'UMOA et de la BCEAO ainsi que ceux réglementant la politique monétaire et du crédit.		
	<b>1<sup>er</sup> mars</b> – Entrée en vigueur du dispositif réaménagé des accords de classement. La mise en œuvre du dispositif initial remonte au 3 juin 1991, après son adoption par le Conseil des Ministres et le Conseil d'Administration, lors de leurs sessions des 13 et 14 décembre 1990.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2003	<b>19 mars</b> – Adoption par le Conseil des Ministres du cadre légal et réglementaire pour les entreprises d'investissement à capital fixe.	<b>20 mars</b> – Le projet de loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux dans les Etats membres de l'UEMOA, soumis par la BCEAO, a été adopté par le Conseil des Ministres de l'UEMOA, réuni à Ouagadougou. A cet égard, les Ministres ont exhorté les Etats membres à procéder à son insertion dans leur ordonnancement juridique interne.	<b>20 mars</b> – Le Conseil des Ministres de l'UEMOA a recommandé l'appropriation par l'ensemble des Institutions de l'Union et la prise en charge par la Commission de l'UEMOA du Programme Economique Régional, soumis par la BCEAO.	
		<b>12 mai</b> – Cérémonie de lancement du projet de la Banque Régionale de Solidarité (BRS-SA) dans la salle de conférence du bâtiment annexe du Siège de la BCEAO à Dakar. Elle était présidée par M. Charles Konan BANNY, Gouverneur de la BCEAO, en compagnie de M. Boni YAYI, Président de la BOAD et de M. Rui Duarte BARROS, Commissaire chargé du Département du Développement Social de la Commission de l'UEMOA.	<b>29 mai</b> – Inauguration à Bamako du Centre Régional d'Assistance Technique (AFRITAC) du FMI pour l'Afrique de l'Ouest. Le premier centre régional, AFRITAC Est, a été inauguré en octobre 2002 à Dar es-Salaam (Tanzanie).	
		<b>18-20 juin</b> – Au Siège de la BCEAO, s'est tenue la première session du Comité de Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Ce Comité, constitué par le Gouverneur de la BCEAO, est composé d'experts nationaux représentant les Etats membres de l'UMOA, de représentants de la BOAD, de la Commission de l'UEMOA, de la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA, d'experts du Trésor français, du Ministère français des Affaires Etrangères, de banques centrales partenaires et du Fonds Monétaire International, ainsi que de Professeurs d'Université. Le Comité est présidé par M. Daniel LEBEGUE, Président de « Transparency international - France », précédemment membre du Conseil d'Administration de la BCEAO et Directeur du Trésor français.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2003		<b>23 juin</b> – Visite au Siège de la BCEAO de son Excellence Mamadou TANDJA, Président du Niger, Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, au cours de laquelle il a procédé au lancement officiel du nouveau billet de 10.000 FCFA et à la souscription symbolique au capital de la BRS.		
	<b>30 juin</b> – Dans le cadre du renouvellement de sa gamme de billets, la BCEAO met en circulation un nouveau billet de 10.000 FCFA.	<b>16-18 juillet</b> – Au Siège de la BCEAO s'est tenue la 2 <sup>ème</sup> session du Comité de Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO.	<b>9 septembre</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Mali, Monsieur Issa Coulibaly est nommé Vice-Président de la BOAD par le Comité de Direction.	
		<b>10 septembre</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO, en application de l'article 42 des Statuts de l'Institut d'Emission, a décidé, d'une part de reconduire le mandat du Vice-Gouverneur Damo Justin BARO pour une durée de 5 ans à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2003, et d'autre part, de nommer Monsieur Ali Badjo GAMATIE, Ministre nigérien des Finances et de l'Economie, en qualité de Vice-Gouverneur de la BCEAO, pour un mandat de 5 ans, à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2003, en remplacement de Monsieur Boukary ADJI, à qui le Conseil d'Administration a par ailleurs décidé de conférer le titre de Vice-Gouverneur honoraire de la BCEAO.	<b>11 septembre</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Bénin, le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de nommer Monsieur Martin GBEDEY au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREMPF).	
		<b>24-25 septembre</b> – Braquage de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Bouaké.		
		<b>22-23 septembre</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est tenue la première session de la Commission Consultative Centrale qui est l'émanation des Commissions Consultatives de Base installées dans chaque site de la BCEAO pour animer le dialogue social.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2003		<b>8 octobre</b> – Par décision n° 204-10-03 du Gouverneur de la BCEAO, a été créé un Comité d'Etudes Prospectives Régionales, chargé de la conception et de l'élaboration d'un rapport périodique sur les perspectives économiques régionales.		
		<b>14 octobre</b> – Par décision n° 216-10-2003, le Gouverneur de la BCEAO a créé un Groupe de Projet pour la Réforme et la Modernisation des Caisses (GPRMC) chargé de proposer les aménagements à apporter au cadre organisationnel et réglementaire des Services de caisse de la Banque Centrale.		
		<b>25 octobre</b> – Braquage de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Man.		
	<b>20 octobre</b> – La BCEAO met en circulation le billet de 2.000 FCFA.	<b>30-31 octobre</b> – Au Siège de la BCEAO s'est tenue la 3 <sup>e</sup> session du Comité de Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO.		
	<b>15 décembre</b> – Dans le cadre du renouvellement de sa gamme de billets, la BCEAO met en circulation deux nouveaux billets : 5.000 et 1.000 FCFA.			
	<b>24 décembre</b> – La BCEAO met en circulation les pièces de 500 et 200 FCFA.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2004		<b>5 janvier</b> – La BCEAO a opté pour un système intégré d'information comptable et financière dénommé CAFIS.	<b>10 janvier</b> – Commémoration du 10 <sup>e</sup> anniversaire de la création de l'UEMOA. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, réunie à cette occasion, décide de nommer Monsieur Soumaïla CISSE au poste de Président de la Commission de l'UEMOA, sur proposition du Gouvernement de la République du Mali. Au cours de cette session a été adopté le Programme Economique Régional (PER).	
		<b>28 janvier</b> – Visite au Siège de la BCEAO du nouveau Président de la Commission de l'UEMOA, M. Soumaïla CISSE.	<b>4 mars-29 avril</b> – Une journée de concertation sur les conditions de financement bancaire de l'économie a été organisée dans les Etats membres de l'Union. Elle s'est déroulée au Bénin les 5-6 avril, au Burkina le 27 avril, en Côte d'Ivoire le 7 avril, en Guinée-Bissau les 17 et 18 mars, au Mali le 29 avril, au Niger le 29 mars, au Sénégal le 27 avril et au Togo le 4 mars.	
		<b>24 mars</b> – Le Conseil d'Administration de la BCEAO a examiné et approuvé les conclusions des travaux du Comité de Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. (Le Conseil des Ministres prévu à Abidjan, ne s'est pas tenu en raison des troubles).		
		<b>8 avril</b> – Par décision du Gouverneur de la BCEAO, la Mission pour la Réforme des Systèmes et Moyens de paiement a été érigée en Direction des Systèmes de Paiement dépendant du Département de l'Emission, de la Comptabilité et des Finances.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2004		<p><b>16 avril</b> – Le Président du Conseil d'Administration de la BCEAO, M. Charles Konan BANNY a institué par règlement n° CA/001/04/2004 le Fonds d'Actions Communautaires de l'Union Monétaire Ouest Africaine (FAC-UMOA). Ce fonds est destiné à soutenir les actions que la BCEAO pourrait décider de mettre en œuvre en faveur de projets ou d'organismes communautaires qui concourent à l'amélioration de l'environnement de la politique monétaire, à la diversification ainsi qu'au renforcement du système financier de l'UMOA et des capacités techniques et professionnelles dans le secteur bancaire et financier.</p>		
	<p><b>17 mai</b> – Fin de l'opération d'échange des anciens billets et pièce démonétisés depuis le 1<sup>er</sup> mai 2001. Cette opération, close le 28 février 2002, a été reprise du 17 février au 17 mai 2004, en application de la décision du Conseil des Ministres de l'UMOA du 22 décembre 2003, tenu à Lomé.</p>			
	<p><b>25 juin</b> – Démarrage opérationnel de STAR-UEMOA (Système de Transfert Automatisé et de Règlement - UEMOA).</p>			
	<p><b>15 juillet</b> – Le Conseil des Ministres de l'Union adopte les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'agrément unique, en vue d'assouplir les conditions relatives à la dotation financière exigée pour l'implantation de succursales et de filiales d'établissements de crédit dans l'Union.</p>			



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2004		<b>4 août</b> – Braquage de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Korogho.		
	<b>15 septembre</b> – En application de la décision prise par le Conseil des Ministres de l'UMOA, au cours de sa session du 22 décembre 2003, à Lomé, la BCEAO a entamé l'opération d'échange des billets de 10.000 FCFA, 5.000 FCFA, 2.500 FCFA, 1.000 FCFA et 500 FCFA de type 1992. Ces billets seront échangés à leur valeur faciale jusqu'au 31 décembre 2004 et privés de cours légal et de pouvoir libératoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2005. Cette opération d'échange, qui a été prolongée du 17 janvier au 18 février 2005, vise à rationaliser la circulation fiduciaire de l'Union avec l'existence d'une gamme unique.			
				<b>29 octobre</b> – Signature à Rome de la Constitution européenne par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne.
			<b>15 décembre</b> – Séminaire du Conseil des Ministres de l'Union au cours duquel ont été examinées les conclusions des travaux du Comité de Réforme Institutionnelle. Les Ministres ont approuvé les grandes orientations, les principes directeurs et les objectifs de la réforme tels que proposés par le Comité de Réforme ainsi que les aménagements aux textes de base de l'UMOA et de la BCEAO.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2004	<b>13-17 décembre</b> – Réunion à Niamey des instances du Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA) au cours de laquelle ont été arrêtés le choix de la solution monétique du système interbancaire régional et la forme juridique du Centre de Traitement Monétique Interbancaire de l'UEMOA (CTMI-UEMOA) devant assurer le traitement opérationnel du système interbancaire de paiement par cartes dans l'UEMOA.	<b>28 décembre</b> – Cérémonie de pose de la première pierre du nouvel immeuble de l'agence principale de la BCEAO à Bissau.		
		<b>30 décembre</b> – Au Siège de la BCEAO, à Dakar, s'est tenue la rencontre entre le Gouverneur et les premiers dirigeants de la Banque Régionale de Solidarité.		
2005		<b>Janvier</b> – Publication par la BCEAO du 1 <sup>er</sup> rapport sur les perspectives économiques régionales.		
		<b>30 mars</b> – Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union au cours de laquelle la BCEAO a soumis le dossier relatif à la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Au cours de cette session, les Chefs d'Etat ont instruit le Conseil des Ministres de l'Union de réaliser un audit institutionnel et organisationnel de la BCEAO.		
	<b>2 mai</b> – Entrée en vigueur du nouveau Règlement de Caisse de la BCEAO.	<b>18 mai</b> – Lancement de la plate-forme de formation en ligne de la BCEAO.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2005	<b>25 août</b> – Décision n° 127-08-05 portant organisation du cadre de gestion des réserves de change de la BCEAO et création au siège de la Banque Centrale d'un Comité d'orientation et de supervision de la gestion des réserves de change et d'un Comité d'investissement des réserves de change.			
	<b>20 septembre</b> – Signature à Paris de l'Avenant n° 1 à la Convention de compte d'opérations du 4 décembre 1973 entre M. Charles Konan BANNY, Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et M. Xavier MUSCA, Directeur Général du Trésor et de la Politique Economique, Cet avenant modifie les articles 2, 4 et 7 de la Convention de Compte d'opérations du 4 décembre 1973. La fraction des avoirs en devises que la BCEAO doit conventionnellement déposer sur le Compte d'opérations passe de 65% à 50%. Les dispositions de cette convention de compte d'opérations ont été approuvées par le Conseil des Ministres de l'Union le 6 avril 2005.			
		<b>17 novembre</b> – Démarrage au Mali du Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA). Ce démarrage marque non seulement un pas important pour un lancement progressif de SICA-UEMOA dans les autres pays de l'Union, mais aussi une avancée considérable vers la modernisation des infrastructures du secteur financier.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2005		<b>21-25 novembre</b> – Dans le cadre de la modernisation de la gestion des ressources humaines, une enquête sur la perception de la productivité du personnel est menée au sein de la BCEAO sur instructions des Autorités de l'Institution.		
			<b>4 décembre</b> – Le Gouverneur de la BCEAO, M. Charles Konan BANNY, est désigné Premier Ministre de la Côte d'Ivoire pour conduire la transition politique devant s'achever à fin octobre 2006, conformément à la résolution n° 1633 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour la septième fois, une haute personnalité de la BCEAO est nommé Premier Ministre dans un Etat de l'Union.	
		<b>12 décembre</b> – Entrée en vigueur du volet bureautique du système d'identité visuelle de la BCEAO sur l'ensemble de ses sites.		
		<b>15 décembre</b> – Mise en ligne du Plan d'entreprise de la BCEAO 2006-2008. Ce plan vise à mettre en évidence les orientations stratégiques de la Banque Centrale, en clarifiant les objectifs devant conduire à l'accomplissement de ses missions. Il vise, en outre, à mettre à la disposition des centres de responsabilité un outil de programmation annuelle et d'évaluation des actions prioritaires de la BCEAO.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2005		<b>23 décembre</b> – La session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement se tient à Niamey. Constatant la fin du mandat de M. Charles Konan BANNY au 31 décembre 2005, la Conférence l'a prorogé jusqu'à sa prochaine session ordinaire de mars 2006 et, constatant son indisponibilité, a confié l'intérim à M. Damo Justin BARO, Vice-Gouverneur, pour compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2006, conformément à l'article 5, alinéa 3, du Traité de l'UMOA.	<b>23 décembre</b> – Monsieur Issa Coulibaly, Vice-Président de la BOAD, est nommé Président par intérim de cette institution par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.	
		<b>30 décembre</b> – Suite à la nomination du Gouverneur de la BCEAO, M. Charles Konan BANNY, aux fonctions de Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire, une cérémonie a été organisée en son honneur au Siège de la BCEAO.		
2006	<b>3 février</b> - Démarrage du règlement des opérations de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) dans le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA)			
	<b>27 février</b> - Démarrage de la diffusion des produits de la Centrale des Bilans des Entreprises de l'UMOA (CB/UMOA).			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2006	<p><b>12 juin 2006</b> - Création de la Société de Commercialisation d'Informations d'Entreprise (SCIE). Société de droit privé, la SCIE a été créée par 4 des plus importantes Institutions économiques et financières de l'espace UEMOA (BCEAO, BOAD, FAGACE, BRVM) et 40 établissements de crédit de cette Zone. Elle a pour objet de rendre disponible l'information comptable, financière, économique et juridique sur les Entreprises non financières de ces pays.</p>		<p><b>22 mars</b> – M. Boni YAYI, cadre issu de la BCEAO et ancien Président de la BOAD, remporte l'élection présidentielle au Bénin.</p>	
	<p><b>31 juillet</b> – Instruction n° 01/2006/SP relative à l'émission de monnaie électronique et aux établissements de monnaie électronique. Cette Instruction fixe les conditions d'exercice des activités des établissements émetteurs et des établissements distributeurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA.</p>		<p><b>3 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de renouveler le mandat de Monsieur Martin GBEDEY au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.</p>	
		<p><b>26 décembre</b> - Décision n° 173-12-06 du Vice-Gouverneur de la BCEAO, M. Damo Justin BARO, portant modification de l'organisation des Services de la BCEAO. Les aménagements majeurs qui découlent de cette restructuration consacrent la réduction du nombre de Départements de cinq (5) à trois (3), celui des Directions des Services Centraux de vingt et un (21) à dix-neuf (19) et celui des Services en Agence Principale de onze (11) à neuf (9).</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2007	<b>Premier trimestre</b> - Retour de la BCEAO sur le guichet de l'open market. Ce retour sur le marché monétaire a été motivé par la double nécessité de faire face au resserrement de la liquidité bancaire, observé au cours des trois exercices précédents, et d'exercer une influence à la baisse sur les taux interbancaires. Il s'est traduit par la réalisation d'injections hebdomadaires de liquidités à partir du 5 février 2007.	<b>20 janvier</b> - Analysant les conclusions du Conseil des Ministres relatives aux recommandations de l'audit institutionnel et organisationnel de la BCEAO, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA a adopté la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO et instruit le Conseil des Ministres de l'Union et le Gouverneur de la BCEAO de prendre les dispositions nécessaires pour sa mise en œuvre.		
		<b>2 mai</b> - Inauguration du nouvel immeuble de l'Agence Principale de la BCEAO à Bissau.		
		<b>12 juin</b> - Démarrage effectif de l'interopérabilité monétique interbancaire régionale.		
		<b>28 juin</b> - Fin du déploiement du Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) avec son démarrage au Niger. Initiée en 1999 par la BCEAO, la réforme des systèmes et moyens de paiement s'est traduite par la mise en place d'un Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) et d'un Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA). Commencé au Mali, le 17 novembre 2005, le déploiement au Niger du système de télécompensation automatisée marque la fin du processus de son extension dans les Etats de l'UEMOA.		
	<b>17 septembre</b> - Décision du Conseil des Ministres de relever le capital social minimum applicable aux banques et établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de 1 milliard et 300 millions respectivement, à 10 milliards et 3 milliards.			

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2007	<b>20 septembre</b> - Création du Comité Ouest Africain de Normalisation et d'Organisation Bancaire et Financière (CONOBAFI), qui réunit l'ensemble des organismes de régulation du secteur bancaire et financier, ainsi que les associations professionnelles.			
		<b>8 octobre</b> - Inauguration du centre aéré de la BCEAO à Ouagadougou.		
		<b>22 novembre</b> – Inauguration du centre aéré de la BCEAO à Lomé.		
2008		<b>17 janvier</b> - La 12 <sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, tenue à Ouagadougou, a décidé de nommer Monsieur Philippe-Henry DACOURY-TABLEY Gouverneur de la BCEAO.	<b>17 janvier</b> - La 12 <sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, tenue à Ouagadougou, a décidé de nommer Monsieur Abdoulaye BIO-TCHANE, Président de la BOAD.	
		<b>8 février :</b> - Le Conseil des Ministres de l'Union réuni en session extraordinaire à Dakar a, en application des dispositions de l'article 41 des Statuts de la BCEAO et de l'article 22 des Statuts de la BOAD, nommé Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY et Monsieur Abdoulaye BIO-TCHANE respectivement au poste de Gouverneur de la BCEAO et de Président de la BOAD, conformément aux décisions de la 12 <sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. - Prise de fonction du Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, et passation de charges entre le nouveau Gouverneur et le Gouverneur par intérim Monsieur Damo Justin BARO.		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2008		<p><b>11 février :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion extraordinaire du Comité Exécutif de la BCEAO sous la présidence du Gouverneur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, au cours de laquelle les participants ont été informés des décisions n° 026-02-08 et 027-02-08 du Gouverneur, portant respectivement suppression du Gouvernement de la BCEAO et du Comité Exécutif, ainsi que des décisions de nomination.</li> <li>- Décisions n° 028-02-08 et 029-02-08 du Gouverneur, portant respectivement création du Comité de Direction de la BCEAO et du Cabinet du Gouverneur.</li> </ul>		
		<b>14 février</b> - Après l'entrée en production de l'ensemble des Systèmes Nationaux de Compensation Automatisée, la mise en place des systèmes de paiement dont la gestion est assurée par la BCEAO, s'est achevée avec le démarrage de la télécompensation régionale.		
		<b>18 mars</b> - Lancement de la première édition du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique.		
	<b>29 mars</b> - Approbation par le Conseil des Ministres de la Loi Uniforme relative aux infractions en matière de chèque, carte bancaire et autres instruments et procédés électroniques de paiement.	<b>29 mars</b> - Cérémonie de prestation de serment du Gouverneur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY.		
		<b>26 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'Union procède au renouvellement du mandat de Monsieur Ali Badjo GAMATIE et à la nomination de Monsieur Jean-Baptiste M. P. COMPAORE aux fonctions de Vice-Gouverneur de la BCEAO, en remplacement de Monsieur Damo Justin BARO. Ces mandats, d'une durée respective de cinq (05) ans, prennent effet à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2008.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2008		<p><b>25 octobre</b> - Cérémonie commémorative du vingtième anniversaire du décès de Monsieur Abdoulaye FADIGA, premier Gouverneur de la BCEAO. Tenue à l'Agence Principale d'Abidjan et placée sous la présidence du Président du Conseil des Ministres de l'Union, la cérémonie a été retransmise par visioconférence sur tous les sites de la Banque Centrale et a connu une forte participation d'éminentes personnalités de la République de Côte d'Ivoire, d'anciens collaborateurs, parents, proches et amis du Gouverneur FADIGA, ainsi que du personnel de la BCEAO. A cette occasion, une avenue portant le nom de l'illustre disparu a été inaugurée.</p>		
		<p><b>4 novembre</b> - Le Siège de la BCEAO a abrité la cérémonie de lancement du Programme AFR/017, relatif à la «Promotion de Secteurs Financiers Inclusifs dans la Zone UEMOA», qui a connu la participation d'importantes personnalités au rang desquelles Son Altesse Royale La Grande Duchesse du Luxembourg, la Première Dame du Sénégal, le Ministre du Trésor et du Budget du Luxembourg, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Sénégal ainsi que plusieurs membres du Corps diplomatique accrédité au Sénégal.</p>		
2009		<p><b>25 février</b> - Cérémonie de remise du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique au lauréat de la première édition.</p>	<p><b>1<sup>er</sup> juin</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République du Mali, Monsieur Bassary TOURE est nommé Vice-Président de la BOAD par le Comité de Direction de cette institution.</p>	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2009		<b>4 novembre</b> - Le Gouverneur de la BCEAO, M. Phillipe-Henri DACOURY-TABLEY a prononcé la leçon inaugurale de la rentrée académique 2009-2010 de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar. La communication du Gouverneur était axée sur les répercussions de la crise financière sur l'activité économique dans les Etats membres de l'UEMOA, les réponses apportées par la BCEAO à la crise financière et économique, ainsi que les perspectives et défis à relever par les Etats.	<b>11 septembre</b> – Sur proposition du Gouvernement du Burkina Faso, le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de nommer Monsieur Léné SEGBO au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.	
		<b>5 novembre</b> - Visite de travail au Siège de la BCEAO d'une délégation de la Banque Centrale du Nigeria, conduite par son Gouverneur, Monsieur Sanusi Lamido SANUSI.		
		<b>25 novembre</b> - Inauguration à Bissau de la rue portant le nom du premier Gouverneur de la BCEAO.		
2010		<b>18 mars</b> - Inauguration des guichets automatiques de banque au Siège de la BCEAO.		
		<b>1<sup>er</sup> avril</b> - Entrée en vigueur de la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. A cette occasion, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, a délivré un message aux populations de l'Union à travers les télévisions et les quotidiens nationaux des huit (08) Etats membres de l'Union.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2010	<b>20 mai</b> - Signature à Lomé du protocole portant création du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA , en marge de la réunion des Ministres chargés de la Justice et des Finances des Etats membres de l'UEMOA sur l'autonomie et la spécificité du droit applicable aux domaines régis par les normes spécifiques par rapport au droit commun de l'OHADA.			
	<b>8 juillet</b> - Lancement officiel de la Centrale des Incidents de Paiement (CIP) de l'UEMOA.			
	<b>14 septembre</b> - Tenue de la première réunion du Comité de Politique Monétaire de L'UMOA au Siège de la BCEAO à Dakar.			
		<b>9 octobre</b> - Signature à Washington, en marge des Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, d'un accord de coopération entre la BCEAO, représentée par le Gouverneur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, et la Banque du Portugal, représentée par son Gouverneur Monsieur Carlos da SILVA COSTA.		
		<b>13 novembre</b> - Signature à Macau (République Populaire de Chine) d'un accord de coopération et d'assistance technique entre la BCEAO et l'Autorité Monétaire de Macau.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2010		<b>1<sup>er</sup> décembre</b> - Démarrage sur l'intranet de la BCEAO d'une nouvelle application destinée à la gestion des virements internes.		
2011		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> - Entrée en vigueur du nouveau Statut du personnel de la BCEAO et des Règlements pris pour son application.		
		<b>22 janvier</b> - Tenue à Bamako de la 15 <sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA consacrée essentiellement à la crise en Côte d'Ivoire. La Conférence a entendu le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, sur l'application des décisions du Conseil des Ministres tenu le 23 décembre 2010 à Bissau. Elle s'est préoccupée de l'impact de la non application effective de ces décisions sur la stabilité du système économique, financier et monétaire de l'Union. La Conférence a pris acte de la démission de Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY de ses fonctions de Gouverneur de la BCEAO.	<b>22 janvier</b> - Sur proposition du Gouvernement de la République du Bénin, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union décide de nommer Monsieur Christian ADOVELANDE au poste de Président de la BOAD.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2011		<p><b>26 janvier :</b></p> <p>- Les locaux de la BCEAO ont été investis à Abidjan et le personnel présent retenu pour effectuer différentes opérations relevant des missions dévolues à la Banque Centrale. Ces actes font suite aux dispositions prises pour la mise en œuvre effective des décisions du Conseil des Ministres de l'Union, lors de sa session extraordinaire du 23 décembre 2010 à Bissau, et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Monétaire Ouest Africaine, à l'issue du Sommet de Bamako tenu le 22 janvier 2011. Il s'agit notamment de la décision par laquelle le Conseil des Ministres de l'Union a instruit la BCEAO de permettre aux seuls représentants régulièrement désignés par le Gouvernement du Président Alassane OUATTARA, d'effectuer les mouvements sur les comptes ouverts au nom de l'Etat ivoirien dans les livres de la Banque Centrale.</p> <p>- La BCEAO proteste contre la décision de réquisition, ainsi que celle de nomination d'un Directeur National par le Gouvernement sortant de Côte d'Ivoire, prises en violation flagrante du Traité de l'UMOA et décide de fermer ses Agences installées sur le territoire ivoirien.</p>		
		<p><b>30 mai</b> - Sur proposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union décide de nommer Monsieur Tiémoko Meyliet KONE au poste de Gouverneur de la BCEAO.</p>		
		<p><b>28 juillet</b> - Au Siège de la BCEAO, s'est déroulée la cérémonie de passation des charges et de prestation de serment de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, nouveau Gouverneur de la BCEAO. sous la présidence de Monsieur José Mário VAZ, Ministre des Finances de la République de Guinée-Bissau, Président du Conseil des Ministres de l'Union.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2011		<b>1<sup>er</sup> août</b> - Prise de fonction du Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE.		
		<b>10 septembre</b> - Cérémonie d'installation officielle de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO.		
		<b>12 septembre</b> - Le Conseil des Ministres de l'Union, en application des dispositions de l'article 56 des Statuts de la BCEAO, a confirmé Monsieur Jean-Baptiste COMPAORE dans ses fonctions de Vice-Gouverneur et a nommé Monsieur Mamadou DIOP au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO.	<b>16 novembre</b> - Sur proposition du Gouvernement de la République du Sénégal, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union décide de nommer Monsieur Cheikhe Hadjibou SOUMARE, ancien Premier Ministre, au poste de Président de la Commission de l'UEMOA.	
		<b>14 décembre</b> - Tenue de la première réunion du Comité d'Audit de la BCEAO.		
2012		<b>6 juin 2012</b> - La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA met en place un Haut Comité ad hoc, présidé par le Président Alassane OUATTARA, pour réfléchir sur les nouvelles perspectives de financement de l'économie dans la zone UEMOA. Ce Haut Comité est constitué des Ministres de l'Economie et des Finances des pays de l'UEMOA, du Gouverneur de la BCEAO, du Président de la BOAD et du Président de la Commission de l'UEMOA.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2012		<p><b>19 juillet</b> - La Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO, paraissant depuis juin 2007 et ayant pour ambition de mettre à la disposition des chercheurs et universitaires ressortissants de l'UEMOA un support de référence pour la publication de leurs travaux de recherche en économie, a été reconnue par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) et classée comme revue scientifique de rang A. Les articles publiés dans la REM par les enseignants chercheurs sont pris en compte pour leur promotion aux grades universitaires de Maître Assistant, Maître de Conférence et Professeur Titulaire.</p>		
		<p><b>3 novembre</b> - Dans le cadre de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la BCEAO, le Président de la République du Sénégal, Son Excellence Monsieur Macky SALL, représentant le Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, a effectué une visite au Siège de la BCEAO au cours de laquelle il a procédé au lancement du nouveau billet de 500 FCFA.</p>		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2012		<p><b>5-6 novembre</b> - Dans le cadre de la célébration de son 50<sup>e</sup> anniversaire, la BCEAO a organisé un symposium de haut niveau ayant pour thème « <i>Intégration monétaire et mutations du système financier international : défis et perspectives</i> ». La cérémonie officielle d'ouverture de ce symposium, présidée par Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, s'est déroulée le 5 novembre 2012 à l'hôtel King Fahd Palace de Dakar. La cérémonie de clôture, placée sous le haut patronage de Son Excellence Dr Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, en présence de son homologue sénégalais, a eu lieu le 6 novembre 2012, suivie de la remise du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique "Spécial cinquantenaire de la BCEAO" par le Président ivoirien et du Prix Spécial d'encouragement par le Président sénégalais aux lauréats respectifs.</p>		
		<p><b>30 novembre</b> - Mise en circulation du nouveau billet de 500 FCFA.</p>		
2013			<p><b>12 mars</b> – Sur proposition du Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de nommer Monsieur Jeremias António Da Cruz PEREIRA au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.</p>	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2013	<p><b>15 mars</b> - Création de l'Agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics par les Etats de l'UMOA dénommée « Agence UMOA-Titres ». Une des missions fondamentales de l'Agence UMOA-Titres est d'assister les Etats membres dans l'ensemble de leurs actions de financement au travers des marchés financiers, mais aussi d'organiser les émissions de titres sur leur marché local dans les meilleures conditions de sécurité et de succès pour tous les acteurs du marché.</p>			
	<p><b>28 juin</b> - Le Conseil des Ministres de l'Union adopte le projet de Loi uniforme portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC), en recommandant aux Etats membres de l'insérer dans leur ordre juridique interne au plus tard le 31 décembre 2013. Le projet relatif à la promotion des BIC dans l'UEMOA vise à réduire l'asymétrie d'information entre les banques et leur clientèle, les BIC assurant la disponibilité d'informations économiques et financières sur les clients.</p>			
		<p><b>5 septembre</b> - Monsieur Oumar Tatam Ly, Conseiller Spécial du Gouverneur de la BCEAO, est nommé Premier Ministre de la République du Mali.</p>		
		<p><b>20 novembre</b> - Cérémonie de remise officielle du certificat ISO 9001 à la BCEAO.</p>		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2013		<b>19 décembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA a procédé à la nomination de Messieurs Jean-Baptiste COMPAORE et Mamadou DIOP, en qualité de Vice-Gouverneurs de la BCEAO pour un mandat de cinq (5) ans, à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2013.		
2014		<b>14-16 mai</b> - Tenue à Dakar de la 21 <sup>e</sup> conférence des Gouverneurs des banques centrales des pays ayant en partage le français sur le thème : « <i>Stabilité du marché de la dette souveraine, financement des économies et inclusion financière : rôle des banques centrales</i> ».		
			<b>24 juin</b> - Le Vice-Président de la BOAD, Monsieur Bassary TOURE, a été reconduit dans ses fonctions pour 5 ans par le Conseil d'Administration de la Banque.	
			<b>28 juin</b> - Renouvellement du mandat du Président de la BOAD, Monsieur Christian ADOVELANDE, pour une durée de 6 ans.	
		<b>30 juin</b> - Tenue au Siège de la BCEAO, à Dakar de la session du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).		
		<b>17 août</b> - La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), à l'issue d'une procédure de consultation à domicile, a reconduit Monsieur Tiémoko Meyliet KONE dans les fonctions de Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour un mandat de six (6) ans, à compter du 17 août 2014.	<b>9 septembre</b> - Tenue à Dubaï de la conférence internationale des investisseurs, organisée conjointement par la Commission de l'UEMOA, la BCEAO et la BOAD. Cette conférence, qui a enregistré la participation des Chefs d'Etat de l'Union, marque le lancement de l'initiative régionale « <i>Investir dans l'UEMOA</i> » destinée à stimuler les mécanismes de mobilisation des ressources et à diversifier les partenariats de l'Union.	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2014		<b>16 décembre</b> - Le Conseil d'Administration de la BCEAO a marqué un avis favorable pour la réalisation d'un Centre de Traitement Fiduciaire Pilote (CTFP) en vue de l'amélioration de l'entretien des signes monétaires. Il a également approuvé la mise en œuvre d'un programme d'extension du réseau des Agences de la BCEAO et de réhabilitation des immeubles existants.		
2015		<b>30 janvier</b> - Visite au Siège de la BCEAO de Madame Christine LAGARDE, Directrice Générale du Fonds Monétaire International (FMI), au cours de laquelle elle a animé une conférence sur le thème « <i>L'intégration financière au service de la croissance inclusive</i> ».		
		<b>6 février</b> - Signature à Paris d'une Convention-cadre de coopération technique entre la BCEAO et l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).		
		<b>4 juin</b> - Tenue de la première réunion du Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA (FGD-UMOA) à Dakar, dans les locaux du Siège de la BCEAO, en prélude au démarrage des activités dudit Fonds.		
		<b>10 décembre</b> - Tenue à Abidjan de la cérémonie commémorative du 25 <sup>e</sup> anniversaire de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2016		<b>1<sup>er</sup> janvier</b> - Entrée en vigueur du nouveau Statut du personnel de la BCEAO et des Règlements pris pour son application.		
		<b>6 janvier</b> - Monsieur Paul Kaba THIEBA, membre du Management de la BCEAO, Administrateur Délégué du Fonds de Stabilité Financière de l'UEMOA est nommé Premier Ministre du Burkina Faso.		
		<b>18 janvier</b> - Le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, et le Président-Directeur Général de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), Monsieur Khaled AL-ABOODI, ont procédé à la signature d'un Protocole d'accord de coopération, le 18 janvier 2016 à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite). Ce Protocole d'accord définit le cadre de partenariat et fixe les principes directeurs ainsi que les modalités de la collaboration entre la SID et la BCEAO dans le cadre du soutien au financement des PME-PMI dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). A travers ce Protocole d'accord, la SID apporte son appui à l'opérationnalisation du dispositif de soutien au financement des PME-PMI dans l'UEMOA par une participation directe plafonnée à 30 millions de dollars à travers des instruments conformes aux principes de la finance islamique.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2016		<p><b>6 mai 2016</b> - Le Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, a été élevé au grade de Commandeur de l'Ordre International des Palmes Académiques (OIPA) du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES). Cette distinction fait suite aux délibérations du CAMES lors de sa session tenue du 7 au 11 décembre 2015 à Brazzaville (Congo), au cours de laquelle le Conseil avait prononcé l'admission du Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE au grade de Commandeur de l'OIPA, pour récompenser ses initiatives en faveur de la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier dans le domaine des sciences économiques.</p>		
		<p><b>20 septembre</b> - Tenue au siège de la BCEAO d'une Conférence régionale de haut niveau BCEAO/FMI sur le thème : « <i>Finance pour tous : promouvoir l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest</i> ».</p>	<p><b>26 septembre</b> – Le Conseil des Ministres de l'UMOA décide de proroger le mandat de Monsieur Jeremias Antonio Da Cruz PEREIRA au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.</p>	
			<p><b>29 septembre</b> - Monsieur Cheikhe Hadjibou SOUMARE, Président de la Commission de l'UEMOA, annonce sa démission à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, réunie en session ordinaire à Cotonou le 8 janvier 2016, avait décidé de la prorogation du mandat de l'ensemble des Commissaires de l'UEMOA jusqu'au prochain sommet, prévu le 5 juin 2016, à l'issue duquel le Niger devrait assurer la présidence de la Commission. Le mandat du Président de la Commission a été prorogé jusqu'à la tenue de la prochaine session.</p>	

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2016		<b>17 novembre</b> - Tenue au siège de la BCEAO de la Table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA, organisée sous la présidence du Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE, en collaboration avec United Nations Capital Development Fund (UNCDF).		
2017			<b>10 avril</b> - Sur proposition du Gouvernement de la République du Niger, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union décide de nommer Monsieur Abdallah BOUREIMA, au poste de Président de la Commission de l'UEMOA.	
			<b>10 avril</b> - Sur proposition du Gouvernement de la République du Sénégal, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, décide de nommer Monsieur Mamadou N'DIAYE au poste de Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.	
		<b>13 septembre</b> - Election du Gouverneur de la BCEAO au Conseil d'Administration de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) au sein duquel la BCEAO représentera les membres de la région de l'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.		
		<b>18 décembre</b> - Cérémonie de pose de la première pierre de l'Agence Auxiliaire de la BCEAO à Tahoua (Niger) par Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, et son homologue du Burkina Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.		

DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2018		<b>8-9 février</b> – Visite d'amitié et de travail d'une délégation de Bank Al-Maghrib, conduite par son Gouverneur, Monsieur Abdellatif JOUAHRI, auprès de la BCEAO les 8 et 9 février 2018 à Abidjan.		
		<b>25 juillet 2018</b> – Lancement par la BCEAO du Dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises/Petites et Moyennes Industries (PME/PMI) dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).		
		<b>21 septembre 2018</b> - Nomination par le Conseil des Ministres de l'UEMOA de Messieurs Norbert TOE et Abdoulaye DIOP, en qualité de Vice-Gouverneurs de la BCEAO.		
		<b>21 novembre 2018</b> - Réception par le Gouverneur de la BCEAO du certificat de conformité des systèmes d'information de la Banque Centrale aux exigences de la norme Payment Card Industry Data Security Standard (PCI-DSS) version 3.2.		
		<b>26 novembre</b> - Organisation par la BCEAO de la première édition de la Semaine de l'Inclusion Financière.		



DATES	EMISSION ET AUTRES ACTIVITES BANCAIRES	VIE DE LA BCEAO	ETATS MEMBRES DE L'UMOA	AFRIQUE ET MONDE
2019		<b>13 mai</b> - Signature d'une Convention de financement entre la BCEAO et la Confédération Suisse, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA.		
		<b>3 juin</b> - Signature entre la BCEAO et l'Agence Française de Développement (AFD) d'une convention de financement entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière dans l'UEMOA.		
		<b>30-31 octobre</b> - Tenue au Siège de la BCEAO d'une conférence internationale sur les entreprises de technologies financières (FinTech), organisée conjointement par la BCEAO et la Banque Mondiale.		
		<b>3 décembre</b> - Visite au Siège de la BCEAO de Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du Fonds Monétaire International.		
		<b>21 décembre</b> - Le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, S.E. M. Alassane OUATTARA annonce la signature d'un accord entre les Etats membres de l'UEMOA et la France pour une réforme du franc CFA. Cet accord, signé entre le Président du Conseil des Ministres de l'Union et le Ministre français des Finances, prévoit le changement de nom du franc CFA qui deviendra l'Eco, la parité fixe entre l'Eco et l'Euro, la suppression du compte d'opérations ainsi que la fin de la participation des représentants de la France dans le Comité de Politique Monétaire et dans le Conseil d'Administration de la BCEAO ainsi que dans la Commission Bancaire de l'UMOA.		

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

BCEAO, *Rapports annuels*.

BCEAO, BASTAT (base de données statistiques).

BCEAO, 2000, *Histoire de l'Union Monétaire Ouest Africaine*, 3 volumes, Georges Israël Editeur, Paris.

BCEAO, *Notes d'Information et Statistiques* (série des années 1980).

Billets et pièces de monnaie dans la Zone UMOA (des origines à 2012), BCEAO, 2012

Journaux officiels des Etats de l'UMOA.

POUEMI Joseph Tchundjang, 1980, Monnaie, servitude et liberté : la répression monétaire de l'Afrique. Les Editions J.A., Editions Conseil.

JULIENNE Robert, 1988, *Vingt ans d'institutions monétaires ouest africaines (1955-1975)*, L'Harmattan, Paris.

LECOMPTE Jean, 2000, *Monnaies et jetons des colonies françaises*, Monaco, Ed. Victor Gadoury, 624 p.

LEDUC Michel, 1965, *Les institutions monétaires africaines, pays francophones*. Paris, Ed. A. Pedone.

LYDON Ghislaine E., 1997, Les péripéties d'une institution financière : la Banque du Sénégal 1844-1901 // In

Charles BECKER, Saliou MBAYE et Ibrahima THIOUB ed. « *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960*, Direction des Archives du Sénégal, Dakar, pp. 475-491.

*Histoire Générale de l'Afrique*, 1980, Vol.V – VIII, UNESCO-L'Harmattan, Paris.



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)